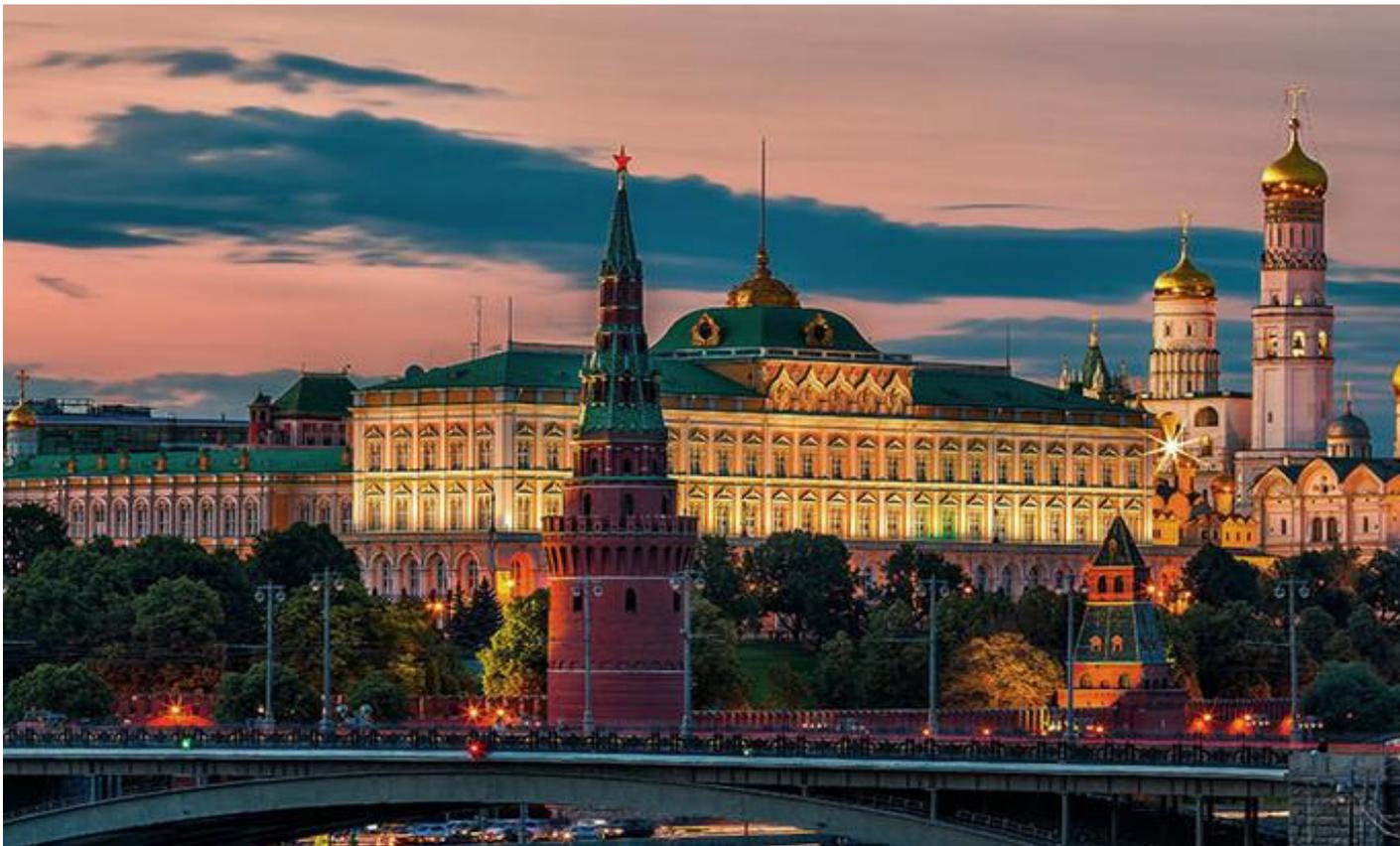




# PROTECTIONISME

\*\*\*

# RUSSIE



Travail mené par Manar BELFIQH, Roch BURGARD, Jean-Etienne DUBIN-  
MOUCHOTTE, Marc-Antoine MAES, Thomas LANCRENON, Alban LEGER &  
Florian PUTAUD

Sous la direction de Christian HARBULOT

Merci à Julien Vercueil et Julien Nocetti pour leur expertise et le temps qu'ils nous ont accordé.

---

## Sommaire

---

Sommaire.....	2
Introduction : Héritage soviétique protectionniste : la Russie de 1990 à 2012.....	3
Russie-Occident : un climat des affaires tendu à l’heure des sanctions .....	6
➤ L’Union européenne, d’un partenariat privilégié à la montée des tensions ...	6
➤ La Russie et le partenariat américain, du libre-échange à un relation réaliste	11
➤ L’agriculture russe : protectionnisme & souveraineté alimentaire .....	16
➤ Russie à l’OMC, impératif politique ou sincère tentative d’ouverture aux échanges ?	19
Le tournant vers l’Est : deux partenaires asiatiques majeurs .....	22
➤ Les relations avec la Chine : partenariat réel ou rapport de force ?.....	22
La relation avec le Japon : entre volonté de partenariat économique et conflits politiques.....	32
De l’URSS à l’Union économique eurasiatique (UEE) : comment reconstruire un marché commun géo-centré sur la Russie .....	35
➤ Le réunionisme russe avec son « étranger proche » : l’aboutissement de l’Union Douanière (UD).....	35
➤ L’Union Douanière : grandes dates et perspectives russes.....	39
➤ La stabilité du cadre de réflexion russe.....	52
➤ Conclusion .....	56
Conclusion : Le politique au service de l’économique ? .....	58
Table des matières .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Sommaire.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Bibliographie.....	62

---

## Introduction : Héritage soviétique protectionniste : la Russie de 1990 à 2012

---

L'Union soviétique, principal antagoniste du monde occidental durant la Guerre Froide était caractérisée par la rigidité de son système administratif, le contrôle de l'économie par le politique, qui limitait considérablement les échanges. Cela étant dû, en grande partie, au fait que l'économie planifiée régulait les échanges dans une Union de 15 Républiques représentant à elle seule 300 millions d'âmes. Les autorités soviétiques faisaient d'ailleurs leur possible pour atteindre l'auto-suffisance. Le secteur extérieur soviétique était d'ailleurs clairement identifiable : les échanges avec l'extérieur et entre les différentes RSS étaient encadrés par le Gosplan, les financements des projets à l'extérieur par la Vneshekonombank (Banque de commerce extérieur), etc.

Chaque secteur de l'industrie soviétique s'appuyait exclusivement sur les organes de planification en fonction des besoins, pour exporter des produits en échange de devises, servant à leur tour à l'importation de biens depuis l'étranger. Le secteur extérieur soviétique a également servi au soutien de pays en développement, dans le cadre de partenariats ou d'alliances dans le cadre de la Guerre Froide<sup>1</sup>. En somme, le secteur extérieur soviétique suivait les impératifs politiques. La chute de l'Union soviétique met à mort cette immense chaîne de valeur planifiée et presque autosuffisante. Cela signifie, entre-autres, que la plupart de l'industrie et des services russes se trouvent amputés de ressources considérables. Dès lors, la Russie est contrainte de s'approvisionner sur les marchés internationaux.

En émergeant des cendres de l'Union Soviétique, la nouvelle administration de Boris Eltsine était attendue par toutes les institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, GATTs) pour ouvrir la Russie aux échanges internationaux, et l'aider dans sa transition d'économie dirigée à une économie libérale. Sous les recommandations des institutions internationales, l'administration Eltsine procède à une première vague de privatisations de l'économie entre 1992 et 1994. Parce que ces entreprises étaient la propriété de l'Etat, toute la population se voit dotée de vouchers, à hauteur de la valeur boursière des entreprises ciblées par ces privatisations (environ 10 000 roubles)<sup>2</sup>. Mais la crise latente qui guettait la Russie à la chute de l'Union soviétique, notamment en raison du maintien à flot d'une économie peu productive, entraîne une chute brutale de la valeur du rouble, ce qui pousse les Russes à échanger leurs vouchers contre des dollars, aggravant encore davantage la crise du rouble.

L'état des finances russes a obligé le président nouvellement élu à faire appel à l'aide du FMI. Incapable de ralentir la chute du rouble, la Russie se voit obligée de contracter des emprunts en devise, qui deviennent bien vite impossible à rembourser. En effet, les recettes

---

<sup>1</sup> G.Skorov, « L'aide économique et technique de l'URSS aux pays sous-développés », *Tiers Monde*, 1960, [https://www.persee.fr/doc/tiers\\_0040-7356\\_1960\\_num\\_1\\_4\\_1233](https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1960_num_1_4_1233)

<sup>2</sup> Padma Desai, *Russian Retrospectives on Reforms : from Yeltsin to Putin*, « Journal of Economic Perspectives », Volume 19, N°1, Hiver 2005, p.96 : [http://faculty.nps.edu/relooney/00\\_New\\_13.pdf](http://faculty.nps.edu/relooney/00_New_13.pdf)

de l'administration fédérales étant en rouble, les emprunts contractés en devise se renchérissent à mesure que le rouble chute. En plus de quoi, le nouveau pouvoir fédéral russe ne parvient pas à reformer sa fiscalité, et est privée de revenus, indispensable pour maintenir à flot une économie qui peine à sortir du collectivisme. L'administration fédérale doit en effet verser les salaires de ses fonctionnaires, garantir les pensions de ses retraités, et maintenir à flot son système de santé. Bien vite, l'administration Eltsine procède à la privatisation de ses entreprises, d'une part sous les conseils du FMI et de l'OMC pour libéraliser son économie mais également pour tenter de rembourser un emprunt qui s'alourdit à mesure que le rouble chute, les emprunts étant contractés en dollars. Malgré tous ces efforts pour respecter les engagements auprès du FMI, et pour faire avancer les négociations à l'OMC, l'administration Eltsine est revenu sur nombre de ses engagements. Au vu de l'instabilité des mesures appliquées, l'intégration de la Russie à l'OMC est continuellement repoussée.

A cela s'ajoute un climat de guerre civile, avec l'éclat de deux conflits successifs en Tchétchénie. Ce conflit terni considérablement la réputation de l'armée russe en raison des difficultés à régler ce conflit, de la vétusté de l'équipement russe, du manque d'entraînement des conscrits à mener à bien leur mission. A l'arrivée de Poutine au pouvoir, près du quart des entreprises du complexe militaro-industriel russe étaient au bord de la faillite.<sup>3</sup> Les deux guerres de Tchétchénie ont aussi pour effet de dégrader l'image de la Russie, fragilisée à l'intérieur même de ses frontières, le pays paraît être sur le point d'éclater.

Ainsi, la décennie 90 reste, dans la mémoire des Russes, une période d'ouverture mais aussi une période de crise à l'issue incertaine. L'ouverture aux investissements des secteurs désormais privatisés fragilise considérablement l'économie russe, qui est désormais soumise aux lois de la spéculation. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine au tournant du nouveau millénaire se matérialise par un contrôle plus étroit des secteurs stratégiques de la Russie, notamment le secteur des hydrocarbures et de l'armement. L'administration Poutine met en effet en place une structure de contrôle politique des entreprises stratégiques, non plus par l'administration, mais via un contrôle par action. Le retour du contrôle politique de ces entreprises s'adapte ainsi aux impératifs de libéralisation de l'économie, tout du moins dans la forme. Le complexe militaro industriel en est la parfaite illustration, puisque l'administration fédérale met progressivement en place ce contrôle par action en commençant par la signature d'une loi pour centraliser le secteur des armements en passant par la création de la société Rostekh.<sup>4</sup> Par décrets successifs, le Kremlin parvient à reprendre le contrôle des entreprises

---

<sup>3</sup> Colonel ZURAB AGLADZE, « Russian military reforms and challenges », *Strategy Research Projects*, U.S. Army War College, P.6, <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a523907.pdf>

<sup>4</sup> Loi fédérale du 23 novembre 2007 n°270-FZ, <http://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=19911>

de l'armement russe, comme « Uralvagonzavod », dont 100% des actions sont transférées à Rostekh en décembre 2016.<sup>5</sup>

Dès l'arrivée au pouvoir de Poutine, cette reprise en main de l'économie s'illustre très bien par l'affaire Khodorkovsky, oligarque russe, qui avait racheté Yukos, importante compagnie pétrolière en 1995, lors de la première vague de privatisation. L'homme d'affaire s'est ensuite rapproché de l'américain Exxon Mobil en 2000, rapprochement qui aurait pu aboutir, en 2003, au rachat par l'entreprise américaine de 40% des actions de Yukos pour 25 milliards de \$US.<sup>6</sup> Sans aller jusqu'à imaginer une manœuvre américaine pour prendre le contrôle des gisements détenus par Youkos, on peut néanmoins supposer que cette manœuvre ait été jugée inadmissible par la nouvelle administration présidentielle, qui décide alors en 2003 de condamner Khodorkovsky pour fraude et évasion fiscale une vingtaine de jours seulement après les rumeurs d'acquisition de Yukos par Exxon Mobil.<sup>7</sup>

Les remous causés par cette reprise de contrôle de l'économie effraient les investisseurs et certains de ses partenaires commerciaux, et d'aucuns se demandent si la Russie ne suit pas des impératifs politiques pour la mise en place de sa politique économique et commerciale. Il convient dès lors de s'intéresser aux mesures mises en place par la Russie pour déterminer une tendance dans la politique économique russe concernant le secteur extérieur.

---

<sup>5</sup> Rostekh, « Bilan annuel 2016 », p. 34 « Le président de la Fédération de Russie, V. V. Poutine a signé un décret dispose du passage de 100% des actions d'Ouralvagonzavod à Rostekh. »  
<https://rostec.ru/upload/iblock/e01/e01a8d9bc243180bfe4174f14fbfb6ff.pdf>

<sup>6</sup> Andrew Jack & Carola Hoyos, *Exxon May Offer \$25 Billion for 40% of Yukos*, New-York Times, 3 Octobre 2003, <https://www.nytimes.com/2003/10/02/business/exxon-may-offer-25-billion-for-40-of-yukos.html>

<sup>7</sup> Seth Mydans & Erin E. Arvedlund, *Police in Russia seizes oil tycoon*, New-York Times, 26 Octobre 2003, <https://www.nytimes.com/2003/10/26/world/police-in-russia-seize-oil-tycoon.html>

---

## Russie-Occident : un climat tendu à l'heure des sanctions

---

**Des Etats-Unis à l'Union européenne, les pays qui constituent la zone que la Russie désigne par le terme générique « l'Occident » est aujourd'hui à l'origine d'un bouleversement stratégique majeur pour la Russie. Alors que la Guerre Froide se finit, et que les signaux de rapprochement avec l'Ouest se sont multipliés pendant toute la décennie 90, et ce jusqu'en 2008, la Russie se trouve aujourd'hui exposée à l'Ouest par une guerre commerciale qui la pousse vraisemblablement vers l'est. Il convient alors de s'intéresser à la position russe vis-à-vis de « l'Occident », et les mesures qu'elle a mis en place à la suite des sanctions imposées depuis 2014.**

➤ **L'Union européenne, d'un partenariat privilégié à la montée des tensions**

Force est de constater que l'Union européenne est un partenaire dont les contours sont difficiles à cerner pour la Russie étant donné la difficulté pour l'Union européenne à parler d'une seule voix sur la scène internationale. Marie Mendras, politologue spécialiste de la Russie au sein du Centre d'études sur les relations internationales (CERI) de Sciences Po Paris a eu les mots suivants afin de décrire cette situation<sup>8</sup> : « L'Union européenne représente le type même d'institution que les Russes ont beaucoup de mal à comprendre : une Union à vingt-sept reposant sur de larges abandons de souveraineté, fondée sur l'égalité entre les Etats membres et avec des mécanismes complexes de décisions ».

Par ailleurs au sein des différents pays européens il existe des divergences de point de vue et d'approche vis-à-vis de la Russie ; certains pays de l'Union européenne se sentant proches de celle-ci. On trouve par exemple la France, qui dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle opère un rapprochement avec l'Empire russe du tsar Alexandre III puis de Nicolas II. Historiquement c'est aussi le cas de l'Allemagne qui illustre ces liens privilégiés. Dès le 18<sup>ème</sup> siècle la tsarine Catherine II fit venir de nombreux Allemands qui s'établirent en Russie que l'on appelle les « Allemands de la Volga ». Enfin pendant la période de la guerre froide le chancelier de la République fédérale d'Allemagne Willy Brandt a lancé avec l'Ostpolitik une politique étrangère de rapprochement vis-à-vis de l'Union soviétique.

La crise en Ukraine à partir de 2014 a modifié et a même bouleversé la relation entre la Russie et l'Union européenne car les différents pays de l'Union européenne se sont accordés pour adopter des sanctions vis-à-vis de la Russie de Poutine qui en retour a mis en place un embargo sur certains produits en provenance de l'Union européenne.

---

<sup>8</sup> *Union européenne – Russie : quelles relations ?* Téléchargé le 17 novembre 2018 dans : <https://www.senat.fr/rap/r06-307/r06-30719.html>

## Importantes divergences de points de vue des pays de l'Union européenne par rapport à la Russie

27 différents pays membres au sein de l'Union européenne rendent compliqué l'exercice d'une approche commune vis-à-vis de la Russie. Ainsi le directeur de la coopération européenne au ministère des Affaires étrangères français déclarait : « la Russie constitue même le dossier qui divise peut-être le plus les Etats membres aujourd'hui<sup>9</sup> ». Cette divergence de points de vue entre les différents pays génère en conséquence une différence d'approche et de traitement de la part de la Russie vis-à-vis des différents états qui composent l'Union européenne.

Certains pays de l'Union européenne ont ouvertement affiché leur méfiance vis-à-vis de la Russie. On trouve ici principalement les pays d'Europe centrale et orientale qui ont composé les démocraties populaires de l'URSS. On trouve notamment la Pologne, la République tchèque ou encore les pays baltes. Ces pays ont clairement l'impression aujourd'hui encore que leur souveraineté a été bafouée pendant les 40 années entre la période de la fin de la Seconde guerre mondiale lors de l'occupation de l'Armée rouge et la chute de l'URSS en 1991. L'exemple de l'Estonie et de son attaque en 2007 d'une cyberattaque massive en provenance de la Russie a démontré le niveau de tensions entre les deux pays.

Ils sont également des pays, membres de l'Union européenne, plus proches de la Russie, c'est le cas par exemple de l'Allemagne. On constate aussi sur un plan économique que l'Allemagne est depuis longtemps un important partenaire commercial de la Russie car elle réalise 30% de ses échanges avec elle. La Russie est de son côté le principal fournisseur d'énergie de l'Allemagne et la présence des entreprises allemandes en Russie est importante. Cette relation si particulière entre l'Allemagne et la Russie a atteint une forme d'apogée lors de la bonne entente entre le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président russe Vladimir Poutine au début des années 2000. Cela a trouvé une certaine concrétisation dans le projet Nord Stream de gazoduc germano-russe dans la mer baltique.

## Un crise géopolitique majeure depuis 2014 entre l'Union européenne et la Russie

Témoin des tensions croissantes depuis 1991, les guerres du gaz en sont la parfaite illustration. Depuis la fin de la guerre froide et la chute de l'Union soviétique en 1991 la Russie est en fait considérée par beaucoup de pays européens comme l'héritière de l'Union soviétique. C'est avant tout au sein des pays de l'Europe de l'Est qui appartenaient avant au bloc de l'est que la Russie est considérée comme une menace. Ainsi en janvier 2006 et 2009 vis-à-vis de l'Ukraine et d'autres pays européens, la Russie par ce que l'on a appelé « les guerres du gaz » a décidé de réduire drastiquement ses exportations de gaz.

---

<sup>9</sup> *Union européenne – Russie : quelles relations ?* Téléchargé le 17 novembre 2018 dans : <https://www.senat.fr/rap/r06-307/r06-30719.html>

Autre foyer de tensions entre l'Union européenne et la Russie : l'intervention russe dans l'est de l'Ukraine. Depuis février 2014 un conflit ouvert a lieu dans l'est de l'Ukraine opposant des rebelles soutenus par la Russie et le régime ukrainien. Cela a entraîné de nombreuses réactions au sein des différents pays qui composent l'Union européenne. Les pays de l'Union européenne principalement d'Europe occidentale ont en effet critiqué la présence militaire de la Russie dans les régions de l'Est de l'Ukraine. Ceci s'est traduit concrètement par des tentatives de médiations notamment par le président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel qui lors de l'accord de Minsk II en février 2015 ont lourdement pesé afin de parvenir à un accord diminuant le degré de tensions<sup>10</sup>.

### Tensions économiques entre la Russie et l'Union européenne suite à la crise ukrainienne à partir de 2014

Ces tensions d'ordre géopolitique ont immédiatement généré des tensions d'ordre économique. A commencer par les sanctions économiques imposées par l'Union européenne.

Les 27 pays de l'Union européenne représentent près de la moitié du commerce extérieur russe. Un refus de l'Union européenne à commercer avec la Russie qui est en forte dépendance par rapport à celle-ci, constitue donc un important moyen de pression à disposition de l'Union européenne.

En mars 2014 c'est-à-dire seulement quelques semaines après le début de la guerre en Ukraine, l'Union européenne a adopté des sanctions économiques à l'encontre de la Russie peu de temps d'ailleurs après un autre événement : l'annexion de la Crimée par la Russie, ce qui avait déjà beaucoup inquiété l'Union européenne sans pour autant qu'elle ait réellement agi autrement qu'en élevant des protestations par voie diplomatique. Les Européens dans la crise ukrainienne accusent Moscou de soutenir les rebelles séparatistes ukrainiens en particulier en leur fournissant des armes. Les sanctions concernent trois secteurs stratégiques à savoir le secteur financier, celui de l'énergie et enfin la défense. On trouve donc<sup>11</sup> :

- Tout d'abord les restrictions vis-à-vis de l'industrie de la défense russe. Cela prend la forme de l'interdiction de la part de l'Union européenne d'exporter de l'armement vers la Russie.
- Ensuite les restrictions concernent l'industrie pétrolière russe et notamment l'interdiction sur l'exportation de l'Union européenne vers la Russie de technologies qui ont pour but l'exploration et la production de pétrole en eaux profondes.
- Enfin, des sanctions concernant le secteur bancaire russe.

---

<sup>10</sup> DE GLINIASTY, Jean, Géopolitique de la Russie 40 fiches illustrées pour comprendre le monde, Paris, Editions Eyrolles, 2018, Page 58.

<sup>11</sup> HUNTER, Christie, *Sanctions économiques contre la Russie : quels effets sur l'économie et la sécurité de l'Europe ?*, Documentation française, 7 juin 2017, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/pe000062-sanctions-economiques-contre-la-russie-quels-effets-sur-l-economie-et-la-securite>

Les premières sanctions qui avaient été prises dès le 31 juillet 2014 devaient à l'origine avoir une durée d'un an. Or certains pays de l'Union européenne telle que la France prônaient un renforcement de celle-ci vis-à-vis de la Russie. Ainsi le 29 août 2014 le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius déclara : « Lorsqu'un pays envoie des forces militaires dans un autre pays sans l'accord et contre l'accord de cet autre pays, ça s'appelle une intervention et évidemment c'est inacceptable. Si la Russie ne modifie pas en urgence son comportement, il est probable que les sanctions économiques européennes seront renforcées ». Dans cette logique, dès le mois de septembre 2014 de nouvelles sanctions économiques ont été à nouveau adoptées « afin de mettre la pression sur le gouvernement russe<sup>12</sup> ». En décembre 2017 l'Union européenne par l'intermédiaire du Conseil européen a décidé de prolonger ces sanctions économiques pour une durée de 6 mois. Le président du Conseil européen Donald Tusk a alors affirmé sur Twitter<sup>13</sup> : « L'Union européenne est unie sur la reconduction des sanctions économiques contre la Russie. »

### Réaction de la Russie : renforcement du protectionnisme

La Russie a déjà, par le passé, mis en place des mesures protectionnistes. Ainsi, en 2009 déjà, le gouvernement russe avait augmenté les taxes à l'importation des téléviseurs de 10% à 15% ou bien des tubes de métaux ferreux. L'administration Medvedev a aussi soutenu l'industrie automobile nationale en mettant en place des taxes protectionnistes sur les voitures étrangères<sup>14</sup>.

A partir de 2014, ces nombreuses sanctions contre les intérêts de l'Union européenne s'étendent au secteur alimentaire avec la mise en place d'un embargo. A la suite des sanctions économiques occidentales qui n'émanent pas d'ailleurs uniquement de pays composant l'Union européenne dans des secteurs stratégiques puisque sont aussi impliqués des acteurs tels que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Norvège, la Russie a décidé dès 2014 de mettre en place un embargo sur les produits alimentaires occidentaux. C'est avant tout la Po-

---

<sup>12</sup> HUNTER, Christie, *Sanctions économiques contre la Russie : quels effets sur l'économie et la sécurité de l'Europe ?*, Documentation française, 7 juin 2017, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/pe000062-sanctions-economiques-contre-la-russie-quels-effets-sur-l-economie-et-la-securite>

<sup>13</sup> *Ukraine : l'UE d'accord pour reconduire les sanctions économiques contre la Russie*, Le Figaro, 14 décembre 2017, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/12/14/20002-20171214ARTFIG00364-ukraine-l-ue-d-accord-pour-reconduire-les-sanctions-economiques-contre-la-russie.php>

<sup>14</sup> Polyanskiy, *Russia's automotive industry facing international competition*, theseus.fr, Helsinki Matropo-lia University of Applied Sciences, 2014 [https://www.theseus.fi/bitstream/handle/10024/76238/Thesis%20Polyanskiy%20IBL09%20Final\\_correct.pdf?sequence=1](https://www.theseus.fi/bitstream/handle/10024/76238/Thesis%20Polyanskiy%20IBL09%20Final_correct.pdf?sequence=1)

logne qui a été victime des sanctions puisque son économie dépend beaucoup de ses exportations de biens alimentaires comme par exemple l'exportation de pommes. Le Président Poutine a eu les mots suivant afin de décrire la situation<sup>15</sup> :

« J'espère sincèrement que le pragmatisme économique prévaudra sur les considérations politiques stupides, chez nos partenaires, et qu'ils penseront à ne pas isoler ou faire peur à la Russie. » Poutine a toutefois laissé la porte ouverte à une possible fin de l'embargo en ajoutant que celui-ci pourrait être levé si « nos partenaires font preuve d'une approche constructive ».

Ces sanctions ont d'ailleurs été prolongées le 12 juillet 2018 afin d'être maintenues jusqu'à la fin de l'année 2019<sup>16</sup>, les 28 dirigeants de l'Union européenne ayant prolongé la date initiale de six mois considérant que la Russie n'avait pas suffisamment fait d'efforts dans la mise en place des accords de Minsk<sup>17</sup>. En réponse, Vladimir Poutine a signé un décret maintenant jusqu'au 31 décembre 2019 l'interdiction d'importer en Russie des produits alimentaires qui proviennent de l'Union européenne. Cet embargo russe a été prolongé à trois reprises et chaque fois en réponse à la prolongation des sanctions économiques européennes.

Sur le plan intérieur il est à noter que cet embargo économique mis en place par la Russie contre les produits alimentaires occidentaux a un impact négatif sur le consommateur russe. Sur le plan extérieur il réduit les importations de la Russie vis-à-vis de l'Union européenne et isole en quelque sorte la Russie sur la scène internationale.

### Conclusion

Vladislav Sourkov, proche conseiller de Vladimir Poutine qui a théorisé les concepts utilisés ensuite par le pouvoir russe de « verticale du pouvoir » ou encore de « démocratie souveraine » a en avril 2018 fait paraître un article. Dans celui-ci il montre que l'année 2014 (crise en Ukraine puis sanctions contre la Russie) a marqué la « fin des nombreuses et infructueuses tentatives de devenir une partie de la civilisation occidentale<sup>18</sup> ». La crise ukrainienne à partir de 2014 a en effet profondément modifié la relation entre les différents pays de

---

<sup>15</sup> L' « embargo total » alimentaire de la Russie, une arme à double tranchant, 20 Minutes Monde, 7 août 2014, <https://www.20minutes.fr/monde/1426513-20140807-embargo-total-alimentaire-russie-arme-a-double-tranchant>

<sup>16</sup> La Russie prolonge son embargo contre l'Occident jusqu'en 2019, RT France, 12 juillet 2018, <https://francais.rt.com/economie/52356-russie-prolonge-trois-ans-son-embargo-occident-2019>

<sup>17</sup> Ukraine : l'Union européenne décide de prolonger de six mois les sanctions contre Moscou, RT France, 12 juillet 2018, <https://francais.rt.com/international/52016-ukraine-union-europeenne-decide-prolonger-sanctions-moscou>

<sup>18</sup> DE GLINIASTY, Jean, Géopolitique de la Russie 40 fiches illustrées pour comprendre le monde, Paris, Editions Eyrolles, 2018, page 12.

l'Union européenne et la Russie comme l'affirme Sourkov. D'une part l'Union européenne en coopération avec les Etats-Unis a décrété de la mise en place de sanctions contre la Russie et en retour l'administration Poutine a décidé de développer le protectionnisme de la Russie. L'Union européenne reste toutefois toujours très dépendante des hydrocarbures en provenance de la Russie puisqu'en 2016, 42% du gaz importé par l'Union européenne provenait de Russie<sup>19</sup>. L'Union européenne et la Russie sont donc deux acteurs qui malgré des tensions récentes ont des économies interdépendantes et ne peuvent s'ignorer.

Par ailleurs sur un plan géopolitique la Russie par ses différentes mesures protectionnistes en particulier avec le cas polonais a montré sa volonté de renforcer sa domination dans la sphère d'influence issue de l'ancien empire soviétique. Ce sont donc les pays appartenant à la communauté des états indépendants qui paient en quelque sorte le prix fort de cette crise.

### ➤ La Russie et le partenariat américain, du libre-échange à une relation réaliste

#### Introduction

**À la fin de la guerre froide, il fallait reconstruire l'économie du bloc de l'Est. Il était acquis qu'il n'y aurait plus de difficultés dans les échanges commerciaux, ni de restrictions. Mais les relations bilatérales entre Moscou et Washington n'ont pas progressé de manière linéaire et sont aujourd'hui qualifiées d'insatisfaisantes pour chacune des parties. Moscou par la voix de son ministère des Affaires étrangères russe, et Washington par celle de son président Donald Trump s'accordent pour dire que les relations entre leur pays respectifs « sont au plus bas de leur histoire » depuis la chute du mur de Berlin.**

Les enquêtes américaines sur la supposée ingérence Russe dans les élections américaines et les sanctions économiques imposées à la Russie en 2014, suite à la crise géopolitique ukrainienne, compliquent ces relations Russo-américaines. Les sanctions financières à l'encontre de la Russie avaient eu un impact immédiat en mettant en faillite certaines entreprises (ex : cinq opérateurs de tourisme russe ayant fait faillite en moins de trois semaines<sup>20</sup>). Certaines sanctions comme les restrictions de transfert technologique principalement dans le domaine de l'extraction de matières premières ont été qualifiées de principales menaces par Poutine, même si ces sanctions n'ont pas affecté la production actuelle. C'est dans ce contexte déjà

---

<sup>19</sup> KASTOUVEA-JEAN, Tatiana : *La Russie de Poutine en 100 questions*, Villeneuve d'Ascq, Editions Tallandier, 2018, page 309.

<sup>20</sup> Pauline Chateau, "Les sanctions contre leur pays bloquent à l'étranger 50.000 touristes russes", Le Figaro, 5 Aout 2014, <http://www.lefigaro.fr/societes/2014/08/05/20005-20140805ARTFIG00153-les-sanctions-contre-la-russie-bloquent-a-l-etranger-50000-touristes-russes.php>

difficile que le gouvernement Trump pris de nouvelles mesures de protections douanières affectant directement la Russie, bien que la Russie ait rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2012.

Malgré ces tensions, les États-Unis sont l'un des cinq plus grands partenaires commerciaux de la Russie. De 2011 à 2016, les USA sont passés de la huitième à la cinquième place dans le pays originaire des importations russes, tandis que le rôle de la Russie dans le commerce extérieur des États-Unis est beaucoup moins important. Au cours des cinq dernières années, le pays a perdu dix positions parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Amérique et passant ainsi de la 20<sup>e</sup> à la 30<sup>e</sup> place en 2016<sup>21</sup>. La Russie parvient à commercer avec les USA malgré les sanctions

Les États-Unis sont l'un des cinq plus grands partenaires commerciaux de la Russie. De 2011 à 2016, ils sont passés de la huitième à la cinquième place, comme le note l'agence Bloomberg groupe financier américain spécialisé dans l'information économique et financière. La croissance de la part des États-Unis dans le commerce de la Russie est particulièrement perceptible dans le contexte d'une réduction des échanges avec les pays européens qui poursuivent également une politique de sanctions contre Moscou. Au cours des quatre premiers mois de 2016 seulement, les échanges commerciaux de la Russie avec l'UE sont passés de 81,65 milliards de dollars à 58,22 milliards de dollars.<sup>22</sup>

Ainsi l'UE supporterait le fardeau de la guerre commerciale tandis que les entreprises américaines investissent à long terme et conquièrent leur part du marché en Russie alors que Washington pilote la force des sanctions antirusse. On peut illustrer cette politique avec l'exemple de Boeing qui a ouvert un centre de formation et de recherche en Russie. En acceptant dans le même temps, de fournir 20 avions Boeing 747-8 à la Russie pour un montant total de 7,4 milliards de dollars<sup>23</sup>. C'est ce que semble dire Dvorkovich en 2015 lors d'une réunion avec le Premier ministre biélorusse Andrei Kobayakov « Il existe un exemple d'un pays avec lequel notre commerce n'a pas diminué ces derniers mois. C'est les USA. Avec toutes ces sanctions,

---

<sup>21</sup> George Makarenko, « Les États-Unis font partie des cinq plus grands partenaires commerciaux de la Russie », RBC, 16 Juin 2016, <https://www.rbc.ru/economics/16/06/2016/5762980e9a7947699cac083a?fbclid=IwAR2-MWRoI96JWT6JOvHhagp5HT6dBku4dEfiP-cBjcxTGe963PkXwb1OA84>

<sup>22</sup> Evgeny Kalyukov, « La Russie a évité une baisse des échanges commerciaux avec les États-Unis malgré les sanctions », RBC, 14 Avril 2015, <https://www.rbc.ru/economics/14/04/2015/552d0fd49a794720d2d765bc?fbclid=IwAR3152RnGw1wluMEi2JsIDSr7WS4Z3fO1KFg5rFlv-cNa09Z0ZYniz4fiE>

<sup>23</sup> Shura Collinson, « Boeing dévoile un centre de formation et de recherche innovant à Skolkovo », SK Skolkovo, 3 juin 2016, [https://sk.ru/news/b/articles/archive/2016/06/03/boeing-unveils-innovative-training-and-research-centre-at-skolkovo.aspx?fbclid=IwAR2NsG0JFIC4Oky-Ya0oVhkT6c\\_pqVhrWI7p92AArZN\\_P6bbX6pvDfdq-1g](https://sk.ru/news/b/articles/archive/2016/06/03/boeing-unveils-innovative-training-and-research-centre-at-skolkovo.aspx?fbclid=IwAR2NsG0JFIC4Oky-Ya0oVhkT6c_pqVhrWI7p92AArZN_P6bbX6pvDfdq-1g)

la pression, ce qui est. Il est immédiatement évident de savoir qui était l'intérêt pour les sanctions.»<sup>24</sup>

La Maison blanche fait pression sur l'Europe en exigeant le respect des sanctions. Mais elle-même oublie de les suivre. Ainsi le journaliste André Ballin dans le quotidien économique allemand Handelsblatt explique « la conception d'un moteur de propulsion de fusée spatiale américaine coûtera 3 milliards de dollars. Acheter le moteur russe (RD-181) est donc plus avantageux ». Mais cette fusée est conçue pour des besoins civils et militaires. Elle affecte la sécurité des USA. C'est l'achat de ces moteurs n'est pas touchés par ces sanctions. On notera que dans la catégorie « transport spatial », qui comprend les lancements de satellites, le transport de marchandises et le transport de personnes pour mener des expériences scientifiques et des opérations similaires, les importations russes en 2015 (9,3 millions de dollars) ont dépassé les exportations américaines (4 millions de dollars)<sup>25</sup>. Roskosmo, qui détient désormais le monopole de la livraison des astronautes à l'ISS, a signé un contrat de 935 millions de dollars avec les États-Unis au cours des trois derniers exercices aux États-Unis (depuis octobre 2014, après les sanctions) via le site Web des marchés publics américain.

Si le gouvernement Trump élargi les sanctions ou protections douanières, le gouvernement américain se réserve toujours une marge de manœuvre en invoquant des cas particuliers. Comme en témoigne la dernière hausse douanière des importations de métaux par les USA, qui ont été difficiles à digérer pour la Russie. Pour contrer cette hausse douanière, la Russie a voulu passer par l'OMC. Elle a donc notifié à l'OMC son évaluation des dommages résultant de l'augmentation des droits américains sur les approvisionnements en matières premières. Les importations américaines en acier russe correspondent à près de 25% du volume des importations et celle d'aluminium russe presque 10%. Les dommages pour l'industrie russe, tenant compte du volume des exportations, sont estimées à 537,6 millions de dollars. La Russie souhaitait ainsi par cette évaluation imposer des restrictions d'un montant équivalent sur des marchandises importées des États-Unis. La notification à l'OMC étant une condition préalable à l'introduction de telles mesures. Mais les USA ont rétorqué que cette hausse douanière ne pouvait être sanctionnée, car elle est dictée par l'intérêt de la sécurité nationale. Par cette formulation les USA ont arrêté les procédures qui avaient lieu l'OMC.

Van Timofeev, directeur de programme du Conseil russe des affaires internationales, explique que la loi sur la lutte contre les ennemis de l'Amérique par les sanctions (CAATSA)

---

<sup>24</sup> Evgeny Kalyukov, « La Russie a évité une baisse des échanges commerciaux avec les États-Unis malgré les sanctions », RBC, 14 Avril 2015, <https://www.rbc.ru/economics/14/04/2015/552d0fd49a794720d2d765bc?fbclid=IwAR3152RnGw1wluMEi2JsIDsr7WS4Z3fO1Kfg5rFlv-cNa09Z0ZYniz4fiE>

<sup>25</sup> Oleg Makarov, Ivan Fedorov, « Il y a un lien RBC a estimé le volume et la qualité des échanges commerciaux entre la Russie et les États-Unis », RBC, 6 Juillet 2017, [https://www.rbc.ru/newspaper/2017/07/07/595be2ec9a7947e566fb5848?fbclid=IwAR0Jlv\\_YmQeySJmYwQEYcZVb8sH-TTotFyADf6yG99eebTWX6cdPp56kgRI](https://www.rbc.ru/newspaper/2017/07/07/595be2ec9a7947e566fb5848?fbclid=IwAR0Jlv_YmQeySJmYwQEYcZVb8sH-TTotFyADf6yG99eebTWX6cdPp56kgRI)

contient une clause particulière : « Formellement les transactions dans le secteur de la défense sont interdites, mais la loi prévoit des exceptions qui seront déterminées au cas par cas ». Ainsi les USA sanctionnent durement, et font sanctionner par les pays Européens mais se réservent toujours une certaine marge de manœuvre.

Si l'on constate des exceptions justifiées par des enjeux de sécurité nationale, il est d'autres secteurs qui, n'entrant pas dans cette catégorie, continuent tout de même d'évoluer. En 2016, les États-Unis sont devenus le principal partenaire de la Russie dans le commerce des services, selon les statistiques de la Banque centrale de Russie. Leurs échanges commerciaux se sont chiffrés à 7,4 milliards de dollars, dont 4 milliards de dollars en 2015 pour les importations de services en provenance des États-Unis et 3,4 milliards de dollars contre 2,8 milliards de dollars un an auparavant. Ainsi, toujours malgré les sanctions, les USA ne s'interdisent pas d'investir le marché Russe et d'augmenter leur chiffre d'affaires. On notera ainsi que pendant l'année 2016, pour la première fois en trois ans, la Russie est revenue sur le marché des emprunts extérieurs en tant que souverain et, dans deux émissions l'année dernière, la plupart des investisseurs sont venus des États-Unis, de même qu'en 2017 la plupart des obligations d'État russes achetées par des investisseurs étrangers avaient été rachetées par des fonds américains<sup>26</sup>. Cela indiquerait que, malgré les sanctions formelles et informelles, les Américains continuent d'investir en Russie, ce qui témoigne soit d'une confiance à l'économie russe, et, ou reconnaissent implicitement avoir besoin à l'économie russe. Bien que la Russie soit victime de certaines restrictions qui peuvent la toucher, elle maintient une partie de son économie en sachant rester indispensable de certains secteurs stratégiques, ou bénéficiaire aux USA.

#### La Russie a su adopter des stratégies pour contourner les restrictions

Comme le relevait l'agence Bloomberg le rôle de la Russie dans le commerce extérieur des États-Unis est beaucoup moins important et, au cours des cinq dernières années, le pays a perdu dix positions parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Amérique et est passé à la 30e place en 2016. Ce qui semble logique au vu des sanctions que la Russie subit de la part des USA. Mais la Russie a également mis en place des stratagèmes en vue de contourner certaines sanctions. Dans ses statistiques l'État Russe indique que le lieu d'origine des matières exportées correspond au lieu de facturation ou de réception des fonds.

Cette stratégie est remarquable dans les statistiques publiés par la Russie dans ses échanges avec les USA. Ainsi comme vu précédemment la Russie consommerait plus de services américains que les américains ceux des russes. Mais la Banque centrale ne cite que des chiffres agrégés, sans séparer les secteurs d'activité. Lorsqu'une société russe importe des

---

<sup>26</sup> Oleg Makarov, Ivan Fedorov, " Il y a un lien RBC a estimé le volume et la qualité des échanges commerciaux entre la Russie et les États-Unis", RBC, 6 Juillet 2017, [https://www.rbc.ru/newspaper/2017/07/07/595be2ec9a7947e566fb5848?fbclid=IwAR0Jlv\\_YmQeySJmYwQEyCZVb8sH-TTotFyADf6yG99eebTwx6cdPp56kgRI](https://www.rbc.ru/newspaper/2017/07/07/595be2ec9a7947e566fb5848?fbclid=IwAR0Jlv_YmQeySJmYwQEyCZVb8sH-TTotFyADf6yG99eebTwx6cdPp56kgRI)

services étrangers, elle les commande directement auprès d'une société placée dans une juridiction américaine. C'est-à-dire que les services reçus par les entreprises russe, sont comptabilisé comme des services achetés aux États-Unis. A *Contrario* Pour pouvoir contourner les sanctions antirusse, les sociétés de services russes créent des bureaux sur les principaux marchés mondiaux afin d'agir en tant que personnes morales locales et ne plus être identifiés comme entreprise Russe agissant à l'étranger. Ces sociétés locales sont des « agrégateurs ». Les fonds ne sont pas reçus sur des comptes en banque russes, mais sur des comptes en banque dans d'autres pays. Ainsi ces services vendus qui sont produits ou conçus en Russie, ne sont pas perçu comme Russe. Et ces fonds transférés appartenant aux sociétés russes ne sont pas non plus comptabilisés par la Banque centrale Russe. Knobel livrait ainsi l'exemple d'un navire russe affrété par une entreprise américaine pour transporter des marchandises, américaines ou étrangères, ni nécessairement aux États-Unis, ce qui permet aux russes de commercer en dollars sans s'inquiéter de sanctions. Le plus important réside dans le fait que le paiement doit être effectué par une entreprise américaine à une entreprise russe installée aux USA. Ainsi en 2015 la banque centrale Russe note que les de transport se sont classés au troisième rang des exportations russes pour l'exercice considéré (284 millions de dollars), tandis que les importations de services de transport américains par la Russie s'élevaient à 139 millions de dollars<sup>27</sup>. C'est aussi ce que semble indiquer l'ancien ambassadeur américain en Russie, John Tefft, qui explique au journal Kommersant que les sanctions antirusse n'ont pas eu l'efficacité escomptée dans la crise Ukrainienne<sup>28</sup>, bien qu'il affirme que les sanctions financières ont eu un impact.

### Conclusion

Cette stratégie mise en œuvre par la Russie confirme que les sanctions Américaines apparaissent comme plus importantes qu'elles ne le sont en réalité. Permettant à la Russie de se placer en victime, et continuer à contourner des sanctions américaines sans que cela soit remarqué. C'est peut-être aussi parce que cette stratégie a été employée, que de nouvelles sanctions ont été prise à l'encontre de russes vivant en dehors de leurs pays et conduit le gouvernement américain à faire adopter récemment par le Sénat un projet de loi visant à renforcer le régime de sanctions. Pour répondre au sanctions Américaines la Russie a su également user de l'arme de l'embargo et notamment à l'encontre des États-Unis dans l'agro-économie, comme le remarque le journal RBS qui constate l'augmentation des échanges commerciaux avec les USA en 2015 seules les importations de produits alimentaires ont été particulièrement réduites. En particulier, les achats étrangers de produits laitiers ont diminué de

---

<sup>27</sup> Oleg Makarov, Ivan Fedorov, " Il y a un lien RBC a estimé le volume et la qualité des échanges commerciaux entre la Russie et les États-Unis", RBC, 6 Juillet 2017, [https://www.rbc.ru/newspaper/2017/07/07/595be2ec9a7947e566fb5848?fbclid=IwAR0Jlv\\_YmQeySJmYwQEYqCZVb8sH-TTotFyADf6yG99eebTWX6cdPp56kgRI](https://www.rbc.ru/newspaper/2017/07/07/595be2ec9a7947e566fb5848?fbclid=IwAR0Jlv_YmQeySJmYwQEYqCZVb8sH-TTotFyADf6yG99eebTWX6cdPp56kgRI)

<sup>28</sup> « Tefft a reconnu la futilité des sanctions américaines sur la situation en Ukraine », Lenta.Ru, 28 septembre 2017, <https://lenta.ru/news/2017/09/28/bespolezno/?fbclid=IwAR1AbpMlazOzmr0XEx1M29GNKBN6sMMzy97rjFYDiLHGQw48RIH-nhE7p9o>

5,6 fois, le poisson trois fois, le sucre 2,9 fois, la viande 2,3 fois, les fruits 90% et les légumes 70%. En général, les importations de produits alimentaires en Russie ont diminué de 44,3%.<sup>29</sup>

## ➤ L'agriculture russe : protectionnisme & souveraineté alimentaire

### Introduction

La Fédération de Russie est que le cinquième plus grand territoire en surface agricole, bien que sa surface agricole ne représente que 13 % du territoire. Cette importante superficie agricole, 385,5 Mha de terres selon les statistiques officielles russes, correspondent à 9% de la surface cultivable mondiale reste encore sous exploitée avec 14,5% de ces terres qui restent en jachère.

Le secteur agricole Russe est divisé organisée en trois types de structures<sup>30</sup> :

- Les entreprises privées issues des anciens kolkhozes qui occupent 55,3% de la surface agricole productive Russe, sont parfois regroupées en agro-holdings. Elles cultivent en moyenne 5000 ha et mais peuvent atteindre 20 fois plus. Elles produisent plus de 70% des productions céréalières, de betterave à sucre, de tournesol, d'œufs et de la viande.
- Les exploitations paysannes fournissent 10% de la production nationale et occupent 8% des terres.
- Les micro-exploitations qui sont essentiellement orientées sur l'autoconsommation ne regroupe que 2% de la surface agricole, mais produise 80,4% des pommes de terre, 68,4% des fruits, 69,9% des légumes.

L'agriculture est déclarée priorité nationale en 2005 car la Russie reste dépendante de ses importations en produits agroalimentaires. Pour remédier à cette dépendance, Poutine élabore une doctrine sur la sécurité alimentaire du pays, adoptée le 30 janvier 2010 par décret présidentiel « sur l'approbation de la doctrine de la sécurité alimentaire de la Fédération de Russie »<sup>31</sup>. Cette autosuffisance permettrait à la Russie d'être plus résiliente face à certaines sanctions étrangères concernant les produits de premières nécessite. Il nous est possible d'analyser cette doctrine en la décomposant en deux parties, une première qui consiste dans

---

<sup>29</sup> Evgeny Kalyukov, « La Russie a évité une baisse des échanges commerciaux avec les États-Unis malgré les sanctions », RBC, 14 Avril 2015, <https://www.rbc.ru/economics/14/04/2015/552d0fd49a794720d2d765bc?fbclid=IwAR3152RnGw1wlu-MEi2JslDSr7WS4Z3fO1KFg5rFlvcNa09Z0ZYniz4fiE>

<sup>30</sup> Ministère Français de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/russie>

<sup>31</sup> Journal des publication fédérales russes, *numéro fédéral N°5100*, 3 Février 2010 : [https://rg.ru/2010/02/03/prod-dok.html?fbclid=IwAR3iSY5Go3TxDO9wlslee3MtvhdzTDvHR\\_ud7L49bCqr-GITa9JyIQGWA3Y](https://rg.ru/2010/02/03/prod-dok.html?fbclid=IwAR3iSY5Go3TxDO9wlslee3MtvhdzTDvHR_ud7L49bCqr-GITa9JyIQGWA3Y)

le programme d'état 2013-2020 par l'investissement de l'état Russe pour soutenir et promouvoir l'agriculture et l'élevage localement, et une deuxième partie en bloquant les importations de produits étrangers pour l'agriculture ou issus de l'agriculture. Le but affiché est d'atteindre une production nationale à hauteur de 95% pour les céréales et les pommes de terre, 90% pour le lait, 85% pour la viande, 80 % pour le sucre, les produits laitiers et l'huile végétale d'ici 2020.

### Le programme d'Etat 2013-2020

Le nouveau programme fait suite à celui de 2008-2012, premier plan quinquennal établi par l'état russe depuis la chute du mur de Berlin. Ce plan quinquennal 2013-2020 se dote d'un financement deux fois plus important que le précédent, si l'on tient compte de la dévaluation du rouble. Il était prévu que ces aides s'élèveraient à 52,5Md€ par année. La production primaire reste l'axe principal mais la stratégie de ce programme d'État insiste sur la nécessité d'une structuration des filières avec le développement et la modernisation de l'aval. La modernisation du parc des machines agricoles est vue comme nécessaire. De nouveaux outils sont mis en place comme la prime à l'hectare, des primes pour la qualité du lait commercialisé, et des subventions pour les filières d'élevage long, en effet la Russie souffre d'un manque de savoir-faire et de cheptels dans l'élevage bovin<sup>32</sup>.

La croissance des grandes entreprises agricoles intégrées verticalement permettent une augmentation significative de la production agricole nationale, l'État russe ne délaisse pas pour autant le développement des petites exploitations.

Les difficultés économiques Russes depuis 2014 a contraint le gouvernement à réduire l'ensemble des budgets des différents ministères, mais celui de l'agriculture est de ceux qui ont été le moins touché en 2015 par rapport aux autres secteurs<sup>33</sup>, ce qui témoigne de l'importance accordée à agriculture par le pouvoir Russe. Les subventions allouées en 2015 ont porté essentiellement sur le renouvellement des machines agricoles en remboursant 25% du montant des unités achetées. Mais en même temps que cet investissement de l'état Russe au profit des agriculteurs l'état Russe a adjoint des mesures afin de doper et protéger sa propre industrie. En 2014 les exploitations Russes n'avait acheté que 2500 unités agricoles. Ce chiffre est monté à 10 000 en 2015, alors que les importations de machines agricoles passaient de 3,05Md€ en 2014 à 1,9Md€ en 2015, soit une baisse de plus de 35%. Ceci peut s'expliquer par les restrictions à l'importation des biens dits à double usage, particulièrement les pièces détachées (par exemple automobiles) pouvant être employées dans un but civil ou militaire. La France verra son exportation de machine agricole chuter de 16% entre 2014 et 2015.

---

<sup>32</sup> Ministère Français de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/russie>

<sup>33</sup> Ministère Français de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/russie>

Ce plan accorde aussi une priorité au développement des zones rurales en incitant à l'installation de nouvelle population dans les campagnes. Ainsi la politique de soutien de l'agriculture Russe par l'accueil de fermier étrangers et notamment Sud-Africains semble parfaitement cohérente. La Russie s'est annoncée prête à accueillir les 15 000 fermiers d'Afrique du Sud qui souhaiterait immigrer en investissant au minimum 100 000\$ en Russie<sup>34</sup>. C'est pour la Russie un excellent atout, car il permet l'exploitation de nouvelles terres, ainsi que l'importation d'un véritable savoir-faire.

La politique agricole Russe est aussi un moyen de créer des partenariats avec des pays limitrophes. Ces partenariats permettent tant l'investissement de nouveaux marchés que de créer des pôles de compétitivité. L'Ukraine, le Kazakhstan et la Russie ont ainsi en 2013 signé un accord pour la création d'une entente céréalière. Même si la crise Ukrainienne a ajourné ce projet il témoigne de la volonté Russe d'augmenter son influence sur les marchés mondiaux, tout en s'adjoignant les compétences étrangères concernant la logistique, le stockage et le transport des céréales.

### Les embargos Russes

En 2013 la Russie<sup>35</sup> a suspendu toutes les importations de viande américaine. La raison invoquée est la présence de ractopamine, substance non sûre, selon l'inspecteur sanitaire en chef de Russie. Le secrétaire américain à l'Agriculture, Tom Vilsack, affirme que la viande américaine est produite conformément aux normes de sécurité les plus strictes au monde et que la Russie ignore les nombreuses études scientifiques menées par l'organisme international de normalisation de la sécurité des aliments, qui a conclu que la ractopamine était sans danger.

Le directeur de l'American Meat Export Federation affirmera que cette affaire est de la plus haute importance car il s'agit d'un marché important et que l'industrie américaine de la viande ne doit pas céder cette activité à ses concurrents. M. Vilsack confirme la volonté de « Poutine de favoriser l'agriculture de son pays et de le rendre plus autonome ».

En 2014, le premier ministre russe, a décrété une « *interdiction totale* » d'un an, pour le bœuf, le porc, la volaille, le poisson, le fromage, le lait, les légumes et les fruits, en provenance de l'Union européenne (UE), des Etats-Unis, de l'Australie, du Canada et de la Norvège. Si le prétexte de cette sanction est la réaction aux sanctions internationales récemment votées à l'encontre de Moscou suite à la crise ukrainienne, elle est partie prenante du plan Russe pour poursuivre le développement de son secteur agricole. La Russie c'est aussi tourné vers d'autres marchés afin de compenser son déficit et ces parts de marché ont pu bénéficier

---

<sup>34</sup> *Des Paysans fuient l'Afrique du Sud en Russie*, Revue « Economika », 10 juillet 2018 : [https://www.vestifinance.ru/articles/103715?fbclid=IwAR1BuWUcvvAMGvCZy3tmWSfQawjOB1e\\_ntwOmoUtdgAsk-FIMNFbCyRCWr8s](https://www.vestifinance.ru/articles/103715?fbclid=IwAR1BuWUcvvAMGvCZy3tmWSfQawjOB1e_ntwOmoUtdgAsk-FIMNFbCyRCWr8s)

<sup>35</sup> Dina Gusovsky, « Interdiction de la viande en Russie, Quel est le bœuf ? », 20/ janvier 2013 : <https://www.cnbc.com/id/100470892?fbclid=IwAR0otpUzmESarvTil-wzSM9vdikv61vmE71uo53T2xBhI7LqYWPH-fcJol0M>

à la Biélorussie, la Chine ou le Brésil. Pour s'opposer à cet embargo l'UE au travers de la Commission Européenne, avait enclenché une procédure de contentieux à l'OMC.

Grâce à l'embargo politique sur certains produits agroalimentaires, la Russie est aujourd'hui parvenue à la quasi autosuffisance pour les viandes de volaille et de porc. « Ces récentes progressions observées dans les filières animales (volaille et porcin) sont à relier aux importants investissements réalisés dans la modernisation et la construction de nouveaux complexes agroalimentaires auxquels ont participé les entreprises étrangères. L'embargo politique alimentaire et les nombreuses subventions de l'État russe pour le secteur agricole ont amplifié ce phénomène » publiera le ministère de l'agriculture Française.<sup>36</sup>

Pour faire face à la dévaluation du rouble et éviter une pénurie de blé, le ministère de l'agriculture russe a décrété fin décembre 2014 la mise en place d'une taxe à l'exportation sur le blé. Cette dévaluation du rouble, conséquence des sanctions financières, avait engendré un attrait pour les exportations en devises<sup>37</sup>.

### Conclusion

La Russie utilise des moyens légaux tels que de mesures de protections de santé publique, ou de rétorsions suite aux sanctions qui ont été prises à son égard, pour accélérer son indépendance et autosuffisance agroalimentaire, ce qu'elle a très vite réussi pour l'élevage en cycle court, et cherche encore à obtenir pour l'élevage en cycle long (ovin). La Russie est un membre de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Cette organisation est responsable des normes qui servent de référence pour l'OMC. La Russie en participant à ses travaux, a ouvert une représentation régionale de l'OIE à Moscou en 2013. Ces actions témoignent que la politique agricole Russe porte ses fruits et malgré certaines difficultés parvient à étendre son influence.

### ➤ Russie à l'OMC, impératif politique ou sincère tentative d'ouverture aux échanges ?

L'administration Eltsine, s'étant engagée à ouvrir l'économie russe aux échanges internationaux, avait démarré les négociations pour intégrer l'OMC. Lorsque les négociations pour l'intégration de la Russie à l'OMC débutent en 1993, l'administration Eltsine ne parvient pas, en raison des autres urgences financières et économiques à traiter, à faire avancer ce dossier. A titre d'exemple, la Russie supprime une grande partie de ses droits de douane, puis, rapidement en difficulté, se voit contrainte de remettre en place des barrières douanières. En 1998, aux débuts de l'institution indépendante de l'ONU, B. Clinton encourage le Kremlin à accélérer

---

<sup>36</sup> Ministère Français de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/russie>

<sup>37</sup> Ministère Français de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/russie>

les négociations pour intégrer l'organisation et accélérer son ouverture aux échanges internationaux<sup>38</sup>. Il est intéressant de noter que les Etats-Unis, en position de force dans les échanges économiques, cherche à intégrer la Russie dans un multilatéralisme dur, duquel les Etats-Unis auraient pu tirer profit. C'est d'ailleurs l'un des principaux objectifs de l'OMC que « d'ouvrir les marchés des Etats membres aux échanges internationaux ». Or, dans la décennie 90, la Russie a été considérablement fragilisée par ces échanges internationaux, notamment en raison de sa faible compétitivité à l'international.

### L'intégration comme objectif politique

Cependant, d'après Julien Vercueil, professeur d'économie à l'INALCO, l'intégration à l'OMC a toujours été un impératif du Kremlin, que ce soit sous l'administration Eltsine, Poutine ou Medvedev.<sup>39</sup> C'est d'ailleurs dès le début de son premier mandat que Poutine se rassied à la table des négociations, et c'est au terme du mandat de Dmitri Medvedev que la Russie parvient à intégrer l'organisation, en 2012. Dès l'an 2000, V. Poutine prend effectivement les mesures imposées par l'OMC, entame la procédure d'harmonisation des douanes, et la Russie passe de 7 différentes tarifications douanières à 4.<sup>40</sup> Après avoir passé 19 ans à la table des négociations pour son entrée à l'OMC, la Russie parvient finalement à intégrer l'organisation.

Les administration Poutine et Medvedev ont fait de l'intégration à l'OMC une priorité en raison du caractère très exclusif de l'institution. En effet, au vu du rôle de l'organisation dans la facilitation des échanges, on peut supposer que les échanges entre les Etats-membres et non-membres de l'OMC se complique. D'autant plus qu'avec les clauses de NPF (Nation la Plus Favorisée) et de réciprocité des mesures appliquées, tout Etat non-membre verra ses relations commerciales avec un Etat-membre complexifiées. Dès lors, l'adhésion à l'OMC peut-être une manière de se désenclaver, et faciliter les échanges avec l'extérieur. En cela, les administrations Poutine et Medvedev y ont vu un objectif à atteindre.

---

<sup>38</sup> Julien Vercueil. L'Union Economique Eurasienne face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique Eurasienne : des institutions aux échanges, Oct 2015, Paris, France.

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01418956/document>

<sup>39</sup> Entretien avec Julien Vercueil, professeur d'économie à l'INALCO et membre du centre d'études Europe-Eurasie, le 15/11/2018 à l'INALCO.

<sup>40</sup> Julien Vercueil, *La Russie et l'OMC Enjeux d'une adhésion annoncée*, « Le Courrier des pays de l'Est » N°1031, janvier 2003, <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2003-1-page-58.html>

## La position de V. Poutine vis-à-vis de l'intégration

Peu après l'intégration, Vladimir Poutine donne un discours lors de la conférence du Valdai, le 23 octobre 2013. Il y détaille la position russe, et, bien que l'intégralité de ce discours pourrait être analysé ici, il est un passage qui résume bien la stratégie de la Russie<sup>41</sup> :

*« La pratique a montré que les nouvelles idées dans lesquelles se développeront la nation ne naîtront, ni ne se développeront en suivant des impératifs mercantiles. [...] De telles assimilations grossières, des tentatives de civilisation de la Russie de l'extérieur n'ont pas été acceptés par la majorité absolue de notre peuple, car le désir d'indépendance, de souveraineté spirituelle, idéologique et de politique étrangère fait partie intégrante de notre caractère national. »*

On pouvait, à l'époque, être surpris de voir le président de la Russie prononcer un tel discours moins d'un an après avoir intégré l'OMC. C'est pourtant un aspect incontournable, qui fait partie de l'ADN de la Russie, et est intimement lié à la période de crise des années 90. Dès lors que la Russie cherche à suivre des impératifs politique, avec pour objectif, purement politique au demeurant, le développement de la nation et de l'Etat. Absolu aux contours flous, permettant ainsi tous les écarts nécessaires.

Aujourd'hui, la Russie gagne à rester à la table des négociations à l'OMC, et ce malgré les sanctions et contre-sanctions mises en place en 2014. On peut en effet se poser légitimement la question de la sincérité de l'adhésion de la Russie à l'OMC au vu des sanctions, contre-sanctions, et mesures protectionnistes qu'elle applique pour empêcher l'entrée de certains biens sur son territoire. La Russie, rompue à l'art des négociations à l'OMC depuis 1993, joue notamment du principe de précaution pour mettre en place des barrières douanières non-tarifaires, comme ce fut le cas avec la viande américaine<sup>42</sup>. D'après Julien Vercueil, la Russie gagne à « rester à la table des négociations », notamment face à un président américain qui « menace perpétuellement de la renverser »<sup>43</sup>. Cela permet en effet à la Russie de gagner en crédibilité à un moment où les sanctions fragilisent son économie, et peut même lui permettre de s'en affranchir.

---

<sup>41</sup> Site officiel du Kremlin, *Session de la discussion internationale « Valdai »*, 19 septembre 2013, <http://kremlin.ru/events/president/news/19243>

<sup>42</sup> Dina Gusovsky, *Russia's US Meat Ban: What's the Beef?*, « CNBC », 20 février 2013, <https://www.cnbc.com/id/100470892>

<sup>43</sup> Entretien avec Julien Vercueil, professeur d'économie à l'INALCO et membre du centre d'études Europe-Eurasie, le 15/11/2018 à l'INALCO.

---

## Le tournant vers l'Est : deux partenaires asiatiques majeurs

---

- Les relations avec la Chine : partenariat réel ou rapport de force ?

### Introduction

**Dans la foulée des sanctions occidentales, Vladimir Poutine annonçait le « *grand virage vers l'Est* » de la Russie. Une politique qui s'est traduite par différentes initiatives de coopération économique symbolisées par l'organisation annuelle du Forum de Vladivostok, sorte de « Davos asiatique », mais surtout par un renforcement des relations avec la Chine. Le commerce entre les deux nations est en augmentation constante, et les échanges s'élevaient pour l'année 2017 à 77 milliards de dollars<sup>44</sup>**

Si cette croissance des relations économiques est régulièrement présentée par le Kremlin comme une victoire géopolitique sur l'Occident, la réalité semble bien différente. Début septembre Xi Jinping et Vladimir Poutine annonçaient vouloir combattre ensemble le « protectionnisme américain », en soulignant la qualité du partenariat économique entre Pékin et Moscou. Cependant, la relation apparaît déséquilibrée. Avec un taux de croissance prévu pour 2018 de 6,8% côté chinois contre 1,6% <sup>45</sup>côté russe, l'empire du milieu semble clairement en position de force. Et si le Kremlin tente de conserver une position forte dans les négociations, les sanctions occidentales, mais aussi la baisse des prix du pétrole en juillet 2014, puis la chute du rouble, ont poussé la Russie à effectuer des concessions majeures. Conscient du fait qu'il s'agit d'un partenariat indispensable au vu des difficultés de l'économie russe, le Kremlin tente toutefois de limiter les impacts de la puissance économique de son voisin. Outre les barrières tarifaires et non tarifaires appliquées à l'ensemble des autres pays, la Russie tente de résister, difficilement, aux investissements massifs de la Chine, notamment dans l'est du pays.

### Un partenariat progressif

Après la chute de l'Union soviétique, les relations économiques entre les deux pays s'atténuent. La Russie est minée par ses difficultés économiques et des problèmes politiques internes, tandis que la Chine tente d'attirer les investisseurs étrangers pour développer une

---

<sup>44</sup>Office général de la douane chinoise, 19/10/2018 <https://www.presstv.com/DetailFr/2018/10/19/577491/Chine-Russie-ddollarisation-conomie-yuan-rouble>

<sup>45</sup> FMI

économie d'exportation. Ainsi, en 1994 la Chine passe du rang de second partenaire commercial de la Russie, au dixième<sup>46</sup>.

Mais dès la fin des années 90, le développement des échanges transfrontaliers est poussé par la croissance chinoise. De nombreux entrepreneurs chinois traversent la frontière à la recherche d'opportunités et un marché noir sur les biens de consommation se développe, favorisé par la faiblesse économique de la Russie orientale.

Dans les années 2000, l'amélioration des relations politiques entre les deux pays - avec notamment le traité de paix signé en 2001, mais aussi avec la mise en place de l'organisation de la coopération de Shangäi – renforce les liens économiques entre Pékin et Moscou.

A partir de 2002 le commerce sino-russe connaît une progression annuelle moyenne de 37%, pour atteindre 55,9 milliards de dollars en 2008<sup>47</sup>. Fin 2009, la Chine est le premier partenaire commercial de la Russie<sup>48</sup>. En dépit d'une amitié de façade, le Kremlin s'inquiète de la montée en puissance chinoise en Russie orientale, et tente d'écarter les investissements chinois dans les secteurs stratégiques. Par des mesures informelles, les secteurs liés aux infrastructures ou à l'énergie sont réservés aux entreprises russes.<sup>49</sup>

### L'énergie au centre de la relation

Le secteur de l'énergie apparaît comme un point structurant de l'évolution des relations économiques entre les deux pays. Premier producteur mondial de gaz avec les États-Unis dans les années 2000, la Russie est largement tournée vers l'UE pour ses exportations. L'amorce de négociations sur d'éventuels contrats de fourniture de gaz à la Chine sert alors principalement de menace envers l'Europe. L'idée du Kremlin est d'asseoir sa position de fournisseur principal du gaz européen. Une politique qui semble avoir porté ses fruits puisque la Russie reste aujourd'hui le principal pourvoyeur de l'Europe, mais qui a laissé le champ libre à la Chine pour faire de l'Asie centrale son principal fournisseur de gaz<sup>50</sup>.

---

<sup>46</sup> Alexandre Gabuev, A soft alliance Russia-China relations, after the Ukraine crisis. European Council on foreign relations, 2015.

<sup>47</sup> Alexandre Gabuev, A soft alliance Russia-China relations, after the Ukraine crisis. European Council on foreign relations, 2015.

<sup>48</sup> *La Chine et la Russie s'engagent à renforcer la coopération interrégionale*, Radio Chine internationale, 21 mars 2010 <http://french.cri.cn/781/2010/03/21/402s214549.htm>

<sup>49</sup> Alexandre Gabuev, A soft alliance Russia-China relations, after the Ukraine crisis. European Council on foreign relations, 2015

<sup>50</sup> *ibid*

Mais à la fin des années 2000, la chute des prix du pétrole combinée au manque de liquidités disponibles sur les marchés occidentaux et à une augmentation de la demande intérieure, a poussé les industriels russes de l'énergie, privés et publics, à se tourner vers la Chine. En 2009, Rosneft et Transneft empruntent 25 milliards de dollars à la Chine Development Bank, contre la promesse de livraison de 15 millions de tonnes de pétrole par an entre 2011 et 2015<sup>51</sup>.

De manière plus globale, les partenariats entre les deux économies se multiplient. En 2009, le PIB chinois augmente de 8,7% tandis que celui de la Russie baisse de 9%<sup>52</sup>. Plus qu'une volonté stratégique, le partenariat avec la Chine apparaît alors comme une nécessité pour l'économie russe. Après 2009, des institutions financières russes comme la Vnesheconombank ou VTB, contractent des prêts bon marché auprès des banques chinoises. Le géant de l'aluminium Rusal entre en bourse à Hong Kong, et une joint-venture est créée entre la China Investment Corporation et le Russian Direct Investment Fund.<sup>53</sup>

Cependant, la Russie tente toujours d'endiguer la puissance chinoise, notamment à l'Est. Les entreprises chinoises sont limitées dans leurs actions sur le secteur de l'énergie. Le Kremlin empêche les industriels chinois de prendre part à des projets importants d'infrastructures, et s'oppose également à l'implantation de l'industrie automobile

Cette crainte est particulièrement visible dans l'industrie de l'armement. Même au plus faible des relations commerciales dans les années 90, l'industrie de défense est un lien fort entre Pékin et Moscou. Après l'embargo occidental sur l'armement décrété après les incidents de la place Tian An Men en 1989, la Chine se tourne vers l'industrie militaire russe. Un partenariat salutaire pour la Russie, qui avait perdu la plupart de ses clients à la chute de l'URSS. Dans la décennie 90 les commandes chinoises représentent au minimum 30% des revenus de l'industrie de défense, et certaines années jusqu'à 50%.<sup>54</sup>

Mais dans les années 2000 les dirigeants russes commencent à s'inquiéter de voir la puissance militaire chinoise augmenter, et deviennent réticents à la vente de leurs technologies les plus avancées. La politique de copie des industriels chinois est également vue comme une menace concurrentielle. L'industrie de défense russe fait alors face à un véritable dilemme entre les débouchés économiques, et la tentation de protection de sa puissance militaire.

---

<sup>51</sup> Isabelle Falcon, Russie : Les chemins de la puissance, Artège, 2010

<sup>52</sup> Banque Mondiale. Data.worldbank.org

<sup>53</sup> Alexandre Gabuev, A soft alliance Russia-China relations, after the Ukraine crisis. European Council on foreign relations, 2015.

<sup>54</sup> Alexandre Gabuev, A soft alliance Russia-China relations, after the Ukraine crisis. European Council on foreign relations, 2015

L'épisode de la vente des Sukhoi 27 est sur ce point révélateur. En 1996, un accord pour l'achat de 200 avions est passé entre Pékin et Moscou. En 2004, après avoir assemblé 95 avions dans l'usine de Shenyang, au nord-est du pays, les autorités chinoises annoncent mettre fin au contrat. En 2007, l'armée chinoise présente son nouveau modèle d'avion de chasse, le J-11B, réplique quasiment à l'identique des Sukhoi 27.<sup>55</sup> Le Kremlin dénonce ces pratiques chinoises de reverse engineering et Vladimir Poutine accuse en 2008 Pékin de « vampiriser »<sup>56</sup> l'industrie de l'armement russe. Un ralentissement des ventes pour les armements à haute valeur technologique est mis en place.

### 2014, le pivot vers la Chine

Après la crise de Crimée et les sanctions américaines et européennes, est mise en lumière la trop grande dépendance de la Russie au marché énergétique européen, aux capitaux occidentaux, mais aussi aux technologies américaines et européennes, notamment pour les industries énergétiques et de télécommunications.

Le partenariat avec la Chine progresse alors rapidement. Poutine se rend à une conférence à Shanghai pour une conférence sur « interaction and confidence building mesures in Asia » et signe 46 accords. Il se rend quelques mois après à Pékin pour le sommet de l'APEC et en signe 17 autres. Entre temps, le premier ministre Li Keqiang s'était rendu à Moscou où il avait signé 38 accords. Trois domaines principaux : l'énergie, la finance, et les technologies et infrastructures.

### Des accords financiers salvateurs

En mai 2014 une délégation d'officiels, dont le premier ministre Igor Shuvalov, se rend en Chine pour étudier la possibilité de financements par des institutions chinoises. Le premier ministre chinois promet une augmentation des prêts accordés par les banques d'état, et est étudiée la possibilité de passer aux monnaies nationales dans les échanges pour réduire la dépendance à l'euro et au dollar. En octobre 2014, la Russie et la Chine signent un accord de swap de devise par l'intermédiaire de la Banque centrale de Russie et the people's bank of china pour 150 milliards de yuan soit 24,5 milliards de dollars<sup>57</sup>. Cet accord permet de faciliter les investissements et le commerce entre les deux pays.

---

<sup>55</sup> *Après les faux Levi's, les faux avions de chasse*, France24.com, 19 mai 2008, <http://observers.france24.com/fr/20080519-apres-faux-avions-chasse-russie-chine>

<sup>56</sup> *La Chine a officiellement commandé 24 avions Su-35 à la Russie*, Opex360.com, 20 novembre 2015, <http://www.opex360.com/2015/11/20/la-chine-officiellement-commande-24-avions-su-35-la-russie/>

<sup>57</sup> Xinhua, 10/2014, [http://www.xinhuanet.com/english/2015-07/07/c\\_134387367.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2015-07/07/c_134387367.htm)

Après le renouvellement de cet accord pour 3 ans en 2017<sup>58</sup>, la Russie et la Chine continuent d'augmenter les investissements entre les deux pays, les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmentés de 33% pour atteindre un total de 77 milliards de dollars<sup>59</sup> en 2017, et l'objectif est d'atteindre les 200 milliards de dollars en 2020. Actuellement 9% des exportations Russes en Chine ont été payé en roubles et 15% des échanges commerciaux fait par les sociétés russes ont été faits en yuans.

En raison d'une balance commerciale constamment excédentaire, la banque centrale de Chine est saturée de dollars. Cela permet de comprendre pourquoi la Chine cherche à diversifier ses réserves en devises, soit en signant des accords SWAP avec les banques centrales des pays partenaires, soit en "se faisant payer en nature" à la suite de prêts, explique Julien Vercueil. Une politique largement utilisée par Pékin pour le financement des différents projets énergétiques russo-chinois.

De plus ce partenariat va au-delà d'un simple accord, il est une véritable offensive contre le dollar. Afin de se prémunir contre le droit d'extraterritorialité américains il est nécessaire pour les pays de diversifier leurs devises d'échanges. Pour ce faire les deux pays prévoient un projet de dédollarisation, avec une éventuelle mise en place d'avantages fiscaux pour les entreprises travaillant dans la monnaie du pays.<sup>60</sup>

Cet ensemble de mesures met en lumière une nouvelle échelle du protectionnisme sino-russe, l'objectif de cette alliance monétaire étant de lutter contre la prégnance internationale du Dollar.

### Les accords énergétiques, coup de force de Pékin

Dès novembre 2014, le chinois CNPC signe un contrat avec Rosneft pour l'exploitation de champs de pétrole en Sibérie. L'apogée des échanges sera trouvée dans ce qui est décrit par le Kremlin comme « le contrat du siècle », entre Gazprom et CNPC. Chiffré à près de 400 milliards de dollars, l'accord prévoit la construction du gazoduc force de Sibérie et la livraison de 38 milliards de mètre cubes par an sur 30 ans<sup>61</sup>. Cependant, si ce contrat est décrit par les

---

<sup>58</sup> *Russia & China to extend currency swap agreement to lessen dollar dependence*, RT, 31/10/2017, <https://www.rt.com/business/408305-russia-china-currency-swap/>

<sup>59</sup> Office général de la douane chinoise, 19/10/2018 <https://www.presstv.com/DetailFr/2018/10/19/577491/Chine-Russie-ddollarisation-conomie-yuan-rouble>

<sup>60</sup> « La Russie et la Chine préparent un accord pour supprimer le dollar », PressTV, 19/10/2018, <https://www.presstv.com/DetailFr/2018/10/19/577491/Chine-Russie-ddollarisation-conomie-yuan-rouble>

<sup>61</sup> *Gaz : un accord à 400 milliards de dollars entre la Chine et la Russie*, Le Monde.fr, 21 mai 2014, [https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/05/21/gaz-mega-accord-entre-la-chine-et-la-russie\\_4422950\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/05/21/gaz-mega-accord-entre-la-chine-et-la-russie_4422950_3244.html)

autorités russes comme une véritable victoire géopolitique face à l'Occident, il est un exemple emblématique du rapport de force déséquilibré qu'entretiennent Pékin et Moscou. En effet, l'augmentation de la demande chinoise en gaz a poussé Moscou à proposer du gaz à la Chine depuis le milieu des années 2000. De nombreux projets ont ainsi été abordés. En position de force vis-à-vis de l'Europe – entre 2004 et 2008 plus de 30% du gaz consommé dans l'UE provient de Russie et certains pays comme la Bulgarie, l'Estonie ou la Lituanie sont exclusivement approvisionnés par les gazoducs russes<sup>62</sup> - la Russie a longtemps fait de la Chine un partenaire de second rang sur le plan énergétique. Les négociations portaient dans les années 2000 sur la construction du gazoduc Altay, qui relierait les exploitations de Sibérie occidentale, d'où est extrait une partie du gaz destiné à l'Europe, à la province du Xin Jiang.

Souhaitant pour des raisons stratégiques ne pas dépendre des mêmes gisements que l'Europe, la Chine a longtemps freiné ces négociations, tout en enjoignant Gazprom à forer les champs de Sibérie orientale. Le « contrat du siècle » peut donc être vu comme une victoire chinoise. A l'usure, et à la faveur de la crise économique subie par la Russie en 2014, Pékin est parvenu à pousser Gazprom vers les réserves gazières de Sibérie orientale, qui sont désormais une source d'approvisionnement majeure pour la Chine.

Financé grâce à un prêt chinois, le projet permet à la Russie de diversifier les destinataires de ses exportations, mais permet surtout à la Chine d'acquérir un pouvoir déterminant sur les réserves stratégiques de la zone. Les négociations sur les prix auraient également largement tourné en faveur de la Chine, la Russie voyant la menée à terme du projet comme une nécessité. Ironie du sort, le gazoduc Force de Sibérie étant sur le point d'être achevé, les négociations sur la fourniture de gaz par le projet Altaï ont été relancées. Là encore la Chine, en position de force grâce à ses partenariats privilégiés avec les producteurs de gaz d'Asie centrale, tente de faire pression pour obtenir une baisse des tarifs. Moscou souhaite vendre au même prix que pour les pays européens, ce que Pékin refuse catégoriquement.

### Pression chinoise sur les ventes d'armes

Sur la plan militaire, les ventes d'armements à haute valeur technologiques ont largement repris, à la faveur de l'amélioration des relations politiques, mais aussi sous la pression chinoise. C'est ainsi qu'après trois ans de négociations, durant lesquels le Kremlin s'est avéré très réticent, un contrat a été signé en 2015 pour la vente de 24 Sukhoi Su-35<sup>63</sup>. En 2018,

---

<sup>62</sup> Aurélie Bros et Yann Richard, La relation énergétique Russie-Union européenne, la libéralisation du marché de l'Énergie en Europe : chance ou défi pour Gazprom, Revue d'études comparatives est-ouest 2011/1 n°42, pages 151 à 187

<sup>63</sup> *La Chine a officiellement commandé 24 avions Su-35 à la Russie*, Opex360.com, 20 novembre 2015, <http://www.opex360.com/2015/11/20/la-chine-officiellement-commande-24-avions-su-35-la-russie/>

l'armée populaire de libération chinoise a également acheté des missiles sol-air S-400, fleuron de la défense anti-aérienne russe.<sup>64</sup>

### L'appel aux compétences chinoises en technologie et infrastructures

Pendant plusieurs années, la Russie, on l'a vu, a empêché les entreprises chinoises de participer aux gros projets d'infrastructures sur son territoire, et ce afin d'éviter une exacerbation de la concurrence vis-à-vis des entreprises russes, mais pour éviter l'afflux massif de travailleurs chinois.

Depuis l'embargo sur les transferts de technologie, la Russie est forcée de se tourner vers l'Est pour certains secteurs stratégiques dans lesquels elle n'a pas de capacités technologiques suffisantes. Dans le secteur du chemin de fer par exemple, le géant chinois CRCC a obtenu un contrat pour la construction de trois nouvelles stations du métro moscovite.<sup>65</sup>

Mais c'est le secteur des télécoms qui est l'un des plus touché par le phénomène, avec notamment l'arrivée massive de Huawei. Le géant chinois est aujourd'hui le premier vendeur de téléphone en Russie<sup>66</sup>, et de nombreux accords de collaboration ont été passés. En 2017 par exemple, un partenariat a été mis en place avec Rostelecom pour installer un réseau Wifi haut débit dans capitale russe<sup>67</sup>.

Un accord historique a également été passé entre la société Alibaba, géant du commerce électronique chinois, et les sociétés russes Mail.ru et MegaFon spécialiste des télécommunications. L'idée est de créer courant 2019, une entité de vente en ligne à destination de la Russie et de l'Asie centrale. Moscou aurait largement influé sur les discussions et le fond souverain Russian Investment Found devrait être propriétaire de 13% de parts, ce qui permet aux intérêts russes d'être majoritaires. Si l'on y ajoute en effet les 24% de parts de MegaFon, et les 15% de Mail.ru<sup>68</sup>, deux sociétés propriétés de Alicher Ousmanov, oligarque proche de

---

<sup>64</sup> *Achats d'armes russes : la Chine sanctionnée par Washington*, LeFigaro.fr, 21 septembre 2018, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/09/21/97001-20180921FILWWW00137-la-chine-sanctionnee-par-washington-pour-l-achat-d-armes-russes.php>

<sup>65</sup> *CRCC to build three metro stations in Moscow*, Railwaypro.com, 26 janvier 2018, <https://www.railwaypro.com/wp/crcc-to-build-three-metro-stations-in-moscow/>

<sup>66</sup> *Huawei overtook Apple and samsung to become Russia's most popular smartphone brand*, news.cgtn.com, 24 juillet 2018. [https://news.cgtn.com/news/3d3d514e7845444d79457a6333566d54/share\\_p.html](https://news.cgtn.com/news/3d3d514e7845444d79457a6333566d54/share_p.html)

<sup>67</sup> *Huawei's wifi solution helps Rostelecom Build high-quality networks in Moscow*, Huawei.com, 27 octobre 2017, <https://www.huawei.com/en/press-events/news/2017/10/Huawei-Wi-Fi-Solution-Rostelecom-Moscow>

<sup>68</sup> Philippe Escande, « Russie, Chine : un bloc de l'Est numérique se met en place », Le Monde, 12 septembre 2018

Vladimir Poutine, 52% de la nouvelle entité sera aux mains de capitaux russes, contre 48% côté chinois.

Mais le savoir-faire chinois est également utilisé pour des questions plus stratégiques, liées à la sécurité numérique. En avril 2016, un forum de la cybersécurité rassemblant notamment les responsables chinois et russe de la sécurité numérique des deux états était organisé à Moscou. Des discussions seraient notamment en cours sur l'achat par Bulat entreprise de télécoms russe, à Huawei, de la technologie nécessaire pour le stockage de données imposé par la loi Yarovaya.<sup>69</sup> Votée en 2016, cette loi contre-terroriste oblige notamment « *les opérateurs et fournisseurs d'accès à internet à conserver les enregistrements de toutes les communications pour une durée de six mois et les métadonnées pendant trois ans, ainsi qu'à aider les agences de renseignement à décoder les services de messageries chiffrés* ».

Là encore, la situation géopolitique avec les sanctions occidentales, et les lacunes de l'économie russe, poussent la Russie dans les bras de la puissance chinoise.

### L'exemple symbolique du marché automobile

Les évolutions de la relation avec la Chine dans l'industrie automobile symbolisent parfaitement le dilemme russe entre nécessité économique et velléités protectionnistes. Le pays, qui a historiquement souvent pris des mesures de limitation des importations automobiles, a été contraint de céder devant les avances du plus grand constructeur automobile chinois Great Wall, dont les voitures peu chères correspondent à la demande russe.

L'entreprise a ainsi obtenu l'autorisation d'entrer sur le marché, notamment par l'implantation d'une usine géante à 200km au sud de Moscou, et qui devrait produire plus de 150 000 véhicules par an. Ce projet de 50 millions de dollars constitue très clairement une nouvelle victoire pour l'économie chinoise en Russie puisque ces véhicules seront largement exemptés de droits de douanes.

Le directeur général de la filiale russe de Great Wall, Zhang Junxue, assumait d'ailleurs pleinement, en 2015, cette stratégie de mise sous pression. « *Nous comprenons que le marché automobile russe traverse une période difficile, mais cela n'a aucun effet sur les projets d'investissement de Great Wall (...). La crise est une bonne occasion pour s'implanter sur le marché russe* ».<sup>70</sup>

---

<sup>69</sup> Putin brings China's great firewall to Russia in cybersecurity, Theguardian.com, 29 novembre 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/29/putin-china-internet-great-firewall-russia-cybersecurity-pact>

<sup>70</sup> Le groupe chinois Great Wall construit sa première usine en Russie, sputniknews.com, 5 octobre 2015. <https://fr.sputniknews.com/economie/201510011018527276-russie-greatwall-chine-usine/>

## Le flou autour de la politique d'immigration

L'immigration est une préoccupation relativement récente pour la Russie. Après le démantèlement de l'URSS, des populations de l'ancien bloc soviétique rejoignent les villes russes avec l'espoir de meilleures opportunités économiques. Le pays devient rapidement un pays d'immigration massive à mesure que la croissance reprend dans les années 2000. En 2013, selon les chiffres de l'OCDE, la Russie est le pays qui accueille le plus d'immigrés après les Etats-Unis.

La même année, l'immigration représente 90% de l'augmentation totale de la population du pays<sup>71</sup>. Car, en effet, les difficultés démographiques de la Russie au cours de la décennie 90 et des années 2000 sont patentées. Entre 1995 et 2008, le pays perd près de 6 millions d'habitants, soit une baisse moyenne de plus de 400 000 habitants par an sur 13 ans<sup>72</sup>. Ce phénomène a pour corollaire logique une baisse de la population active, et met en lumière la nécessité d'établir une politique d'immigration fondée sur la recherche de main d'œuvre. Il faudra cependant attendre 2012 et l'adoption par le gouvernement d'un « concept de politique migratoire nationale de la fédération de Russie jusqu'en 2025 » pour qu'un réel plan d'action soit mis en place.

Ce plan permet notamment l'instauration d'un système de licence, permettant à son titulaire de travailler en Russie. Celle-ci est à destination des pays n'ayant pas de régime de visa avec la Russie. En 2014, le nombre de licences distribuées dépasse d'un million le nombre de permis de travail classiques octroyés cette même année<sup>73</sup>. Une politique efficace donc, qui a permis notamment de réduire le nombre de travailleurs illégaux mais aussi d'attirer une nouvelle main d'œuvre.

Concernant la Chine, la migration existe, on retrouve de nombreux Chinois en Sibérie et Extrême-Orient Russe. Nous retrouvons dans ces flux migratoires deux types de flux, le premier, une migration temporaire de main d'œuvre, souvent des hommes seuls venant travailler afin d'envoyer de l'argent à leurs familles. Ils viennent la plupart du temps pour de courtes périodes malgré le fait qu'une population chinoise soit vraiment installée dans la région sibérienne. Le second se fait de manière plus organisée, il s'agit des échanges d'étudiants chinois entre les différentes universités ou centres de recherche en Russie. Le très implanté Huawei a notamment fait venir plusieurs étudiants via son programme « Seed for the future » et permet aux chinois un accès direct aux processus de formation Russe.

---

<sup>71</sup> Libouv Bisson, *Politique de l'immigration en Russie : nouveaux enjeux et outils*, IFRI, 01/2016, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri\\_rnv\\_91\\_lioubov\\_bisson\\_fra\\_janvier\\_2016\\_protege.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_91_lioubov_bisson_fra_janvier_2016_protege.pdf)

<sup>72</sup> Chiffres world bank group. Population de la Russie en 1995 : 148 375 726. En 2008 : 142 742 350

<sup>73</sup> Libouv Bisson, *Politique de l'immigration en Russie : nouveaux enjeux et outils*, IFRI, 01/2016, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri\\_rnv\\_91\\_lioubov\\_bisson\\_fra\\_janvier\\_2016\\_protege.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_91_lioubov_bisson_fra_janvier_2016_protege.pdf)

L'immigration chinoise en Russie fait débat. Pour certains elle représente un risque, pour d'autres elle est minime. Pour illustrer le risque de l'immigration chinoise nous pouvons citer les problèmes de cohabitation entre agriculteurs Russes et entreprises chinoises en Sibérie. Certains appellent au développement d'une politique protectionniste notamment sur l'exploitation du territoire et la fixation des prix.<sup>74</sup>

L'incertitude sur le nombre de Chinois en Russie montre tout de même que cette migration est mal maîtrisée. Malgré tout Julien Vercueil précise que l'intérêt de la population chinoise d'aller en Russie n'est pas aussi élevé que le débat qu'il engendre. La croissance de la Chine (10%) étant nettement supérieure à celle de la Russie (2%), la barrière de la langue et les problèmes culturels sont d'autant plus éléments qui démontrent un réel frein pour un Chinois de développer une activité en Russie. D'ailleurs, si le Kremlin souhaite mettre en place une politique d'immigration efficace pour répondre aux besoins de l'économie, des mesures sont tout de même prises pour empêcher un afflux massif de travailleurs étrangers qui seraient susceptibles de faire face à des difficultés d'intégration. Par exemple, en 2015, est instauré un examen global obligatoire destiné aux immigrants souhaitant s'installer en Russie. Reste à savoir si, devant l'afflux massif d'immigrés notamment en provenance de Chine, la Russie choisira de privilégier l'apport de main d'œuvre, ou plutôt ses préoccupations de politique intérieure et de conservatisme culturel.

### Conclusion

La Russie et la Chine, on l'a vu, entretiennent une relation économique déséquilibrée. Les sanctions occidentales qui ont suivi la crise de Crimée ont aggravé les lacunes de l'économie russe, coupant notamment ses sources de financement sur les marchés américains et européens, et limitant ses possibilités d'action dans des domaines réclamant une expertise technologique poussée. La conséquence première a été un accroissement des relations avec la Chine, dont les investissements sont devenus plus que nécessaires dans certains secteurs clés. Moscou tente par différentes mesures de limiter l'accroissement de la puissance économique de Pékin sur son territoire, mais la faiblesse de l'économie russe et sa dépendance croissante vis-à-vis des capitaux chinois semblent rendre cette implantation irrémédiable. Une situation qui inquiète également au Japon, qui voit d'un mauvais œil le renforcement continu de la puissance chinoise.

---

<sup>74</sup> Russian Federation of Labor, <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/WEBTEXT/60535/65252/E01RUS01.htm>

---

## La relation avec le Japon : entre volonté de partenariat économique et conflits politiques

---

Lors du forum annuel de Vladivostok de septembre 2018, Vladimir Poutine a franchi un nouveau pas dans la relation qu'entretiennent le Japon et la Russie en proposant à son homologue Shinzo Abe de signer un traité de paix « d'ici la fin de l'année ». Si les autorités japonaises avaient elles aussi multiplié les appels à la paix, le porte-parole du gouvernement Yoshihide Suga a répondu au président russe en précisant qu'un accord ne pourrait être signé qu'« *après le règlement du problème de l'attribution* » des îles disputées. Propriété russe, l'archipel des îles Kourilles est en partie revendiqué par Tokyo. Un contentieux qui freine les relations diplomatiques entre les deux pays, mais aussi les relations économiques.

Toutefois, les deux pays tentent d'instaurer un climat favorable aux échanges. A la suite des déclarations du président russe, Shinzo Abe proposait de faire des territoires contestés un « *hub logistique* », « *symbole de coopération* », qui ferait de la mer du Japon « *une autoroute pour le transport de marchandises dans les deux sens* ».

Cependant, les obstacles diplomatiques sont nombreux. Outre le problème des îles Kourilles, Tokyo se retrouve dans une situation ambivalente vis-à-vis de la Russie. Si le Japon souhaite pour des raisons économiques et stratégiques mettre en place un partenariat durable avec la Russie, il reste membre du G7 et allié des États-Unis. La politique japonaise vis-à-vis des sanctions américaines est révélatrice du fragile équilibre que tente d'instaurer Tokyo. Shinzo Abe s'est présenté comme médiateur auprès des États-Unis, appelant à plusieurs reprises à réintégrer la Russie au sein du G7 (ex G8)<sup>75</sup>. Toutefois, Tokyo s'est trouvé forcé d'appliquer les sanctions, mais s'abstient de tout zèle sur la question afin de ne pas entraver la progression des relations avec le Kremlin. De son côté, la Russie n'a décrété aucun embargo sur les produits japonais, fait révélateur de sa volonté d'instaurer un partenariat économique durable.

### Le rôle des coopérations russo-japonaise dans l'établissement d'une économie de libre échange

Les relations russo-japonaises semblent en effet marquées par une volonté grandissante de coopération. La journée des investisseurs japonais organisée en 2017 au Forum de Vladivostok, et au cours de laquelle Shinzo Abe a rencontré Vladimir Poutine, a permis de le constater <sup>76</sup> pour des secteurs variés.

---

<sup>75</sup> Céline Pajon, Japon Russie : les limites d'un rapprochement stratégique, IFRI, octobre 2017

<sup>76</sup> <https://www.kommersant.ru> - «Les investissements japonais en Russie peuvent difficilement être qualifiés de suffisants »

Dans le domaine médical par exemple, avec la signature d'un accord entre Otuska Pharmaceutical et le groupe pharmaceutique russe R-Pharm concernant le médicament anti-tuberculeux delamanid. Un deuxième accord est en cours dans le cadre de l'amélioration du niveau des technologies médicales russe dans trois domaines : oncologie pédiatrique, le traitement des nouveau-nés et l'endoscopie.

Dans le secteur environnemental également, avec la mise en place d'un partenariat entre NEDO et Kyosan Electric Manufacturing, qui ont mis en œuvre un système de feux de signalisation de haute technologie dans l'objectif de réduire le nombre d'embouteillage des villes russes jusqu'à un maximum de 40%.

En décembre 2016, Vladimir Poutine se rend au Japon, une première depuis onze ans, et une soixantaine d'accords de coopération économique sont signés dans des domaines tels que l'agriculture, le numérique, la santé, ou encore la formation.<sup>77</sup>

Dans la perspective de faciliter ces coopérations, a été créé entre la Japan bank for international cooperation (JBIC) et le fonds russe des investissements directs (RDIF) un fond d'investissement commun. Destiné notamment à soutenir les projets de coopération dans l'extrême orient russe, il s'élèverait à XXX. Parallèlement, une nouvelle convention sur l'élimination des doubles impositions a été signé dans la volonté de faciliter les investissements entre le Japon et la Russie.

On peut également citer le projet de construction d'un tunnel qui devrait relier l'île russe de Sakhalin et l'île japonaise d'Hokkaido. Ce projet représenterait une avancée majeure dans l'évolution des liens bilatéraux entre les deux pays vers une économie coopérative de libre-échange. Sa réalisation serait profitable à la fois à la Russie et au Japon. D'une part, le Japon, pourra accéder plus facilement à la matière première et produit primaire russe dont il manque. D'une autre part, les russes sont ouverts à la consommation des produits sophistiqué japonais.

### L'énergie au cœur du partenariat

Mais comme dans le cas des relations avec la Chine, c'est dans le domaine de l'énergie que se concentrent les principaux investissements japonais en Russie. En 2016, l'entreprise Gazprom, en recherche de financement en raison des sanctions occidentales, parvient à contracter un prêt de 95 milliards de yens (831 millions de dollars) auprès des banques japonaises.<sup>78</sup>

---

<sup>77</sup> Japon-Russie : accord de paix difficile mais coopération économique, AFP, 16 décembre 2016

<sup>78</sup> Japon-Russie : une coopération économique sur fond de conflit territorial, latribune.fr 16 décembre 2016, <https://www.latribune.fr/economie/international/japon-russie-une-cooperation-economique-sur-fond-de-conflit-territorial-625049.html>

Le projet Yamal, visant à l'exportation de gaz liquéfié en Europe et en Asie, a également été soutenu par le Japon. La co-entreprise japonaise et britannique TechnipFMC-JGC-Chiyoda a géré la construction et la mise en service de l'usine, tout en fournissant des équipements et ingénieries que la Russie ne saurait exécuter par elle-même.<sup>79</sup>

En 2014, les investissements japonais en Russie atteignaient 12 milliards d'euros, près de 90% de cette somme étant consacrée à la Russie extrême orientale où 140 entreprises nippones étaient alors présentes<sup>80</sup>. En 2016, le Japon avait atteint la première place des investissements étrangers en Russie, avec 14,4 milliards dont 10,1 concentrés vers les projets gaziers offshore de Sakhaline 1 et Sakhaline 2, en mer d'Okhotsk.<sup>81</sup>

### Le Japon, partenaire calme de la Russie

En dépit d'une situation diplomatique difficile, la relation russo-japonaise apparaît comme apaisée. En recherche constante d'investisseurs, la Russie voit dans le Japon un partenaire stable et moins agressif que son voisin chinois. Les deux pays semblent se diriger vers une relation économique fondée sur le libre-échange et la coopération, à l'image de la création par la Russie de zones de libre-échange, notamment autour de l'archipel des îles Kourilles. Cependant, le non règlement du conflit territorial, couplé au renforcement des axes divergents Washington-Tokyo, et Pékin-Moscou, pourrait menacer l'évolution du partenariat économique entre les deux pays.

---

<sup>79</sup> Benjamin Quenelle, Yamal, le chantier gazier de l'au-delà polaire, La Croix, 16 mai 2018 <https://www.la-croix.com/Economie/Monde/Yamal-chantier-gazier-lau-dela-polaire-2018-05-16-1200939359>

<sup>80</sup> Valérie Niquet, *Japon-Russie, un rapprochement contrarié*, note de l'observatoire franco-russe, 13 avril 2016

<sup>81</sup> Alexeï Lossan, *Quels pays asiatiques investissent en Russie*. Russia Beyond, 18 janvier 2016 [https://fr.rbth.com/economie/2016/01/18/quels-pays-asiatiques-investissent-en-russie\\_560243](https://fr.rbth.com/economie/2016/01/18/quels-pays-asiatiques-investissent-en-russie_560243)

---

## De l'URSS à l'Union économique eurasiatique (UEE) : comment reconstruire un marché commun géo-centré sur la Russie

---

- Le réunification russe avec son « étranger proche » : l'aboutissement de l'Union Douanière (UD)

**Rassemblés autour de la Russie, un certain nombre de Nouveaux États Indépendants (NEI) se sont regroupés auprès d'un projet commun, mais avec des intérêts divers : une coopération et intégration économique. Ce projet est l'aboutissement de longues décroisées et déconvenues dans l'espace postsoviétique depuis la chute de l'URSS en 1991.**

### L'URSS est morte, vive la Russie !

La chute de L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) le 25 décembre 1991 avec la démission de Gorbatchev a rapidement laissé place à la Fédération de Russie de Boris Elstine le 26 décembre 1991. C'est dans un contexte de fortes tensions et de volonté d'indépendance que la Communauté des États Indépendants (CEI) fut créée le 8 décembre 1991 avec le Traité de Minsk entre Boris Eltsine, Leonid Kravtchouk (président de l'Ukraine) et Stanislaw Chouchkievitch (président Biélorusse). C'est ainsi qu'un mois plus tôt avait été actée la dislocation de l'URSS.

L'accord constitutif de la CEI avait pour objectif primaire de développer l'ère « post-URSS » en facilitant l'accès à l'indépendance des États issus de la chute de la chute de l'URSS, tout en tentant de maintenir un lien privilégié entre eux. Au 21 décembre 1991, lors du sommet d'Alma-Ata, « la Communauté » s'élargit, toujours sous le drapeau de la Grande Rouge, avec l'entrée de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Moldavie, du Turkménistan, du Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Quant à l'Ukraine, la Russie et la Biélorussie ils reçoivent le statut de membre fondateur de la CEI.

Cette entité sans personnalité juridique a été confirmée lors du Traité d'Alma-Ata<sup>82</sup>. Le Traité de Minsk disposant la création de deux organes exécutifs pour la CEI ainsi que sur l'instauration d'un commandement unique des forces nucléaires stratégiques entre le quatuor disposant de la puissance nucléaire (Russie, Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan)<sup>83</sup>. Dès lors, les NEI rassemblés autour de la Russie, héritière du poids démographique et économique

---

<sup>82</sup> [Accord de partenariat, création de la CEI](https://www.cvce.eu/content/publication/2005/4/15/d1eb7a8c-4868-4da6-9098-3175c172b9bc/publishable_fr.pdf) : [https://www.cvce.eu/content/publication/2005/4/15/d1eb7a8c-4868-4da6-9098-3175c172b9bc/publishable\\_fr.pdf](https://www.cvce.eu/content/publication/2005/4/15/d1eb7a8c-4868-4da6-9098-3175c172b9bc/publishable_fr.pdf)

<sup>83</sup> [Agreement on Strategic Forces](http://www.bits.de/NRANEU/START/documents/strategicforces91.htm) : <http://www.bits.de/NRANEU/START/documents/strategicforces91.htm>

de l'URSS, poursuivent l'objectif « commun » de maintenir et renforcer leur lien économique tout en prenant des mesures de coopération dans le domaine sécuritaire et militaire.

Cependant, l'espace postsoviétique connaît à partir des années 2000 d'importantes évolutions laissant penser que « *la Russie est en perte de puissance* <sup>84</sup> ». Dès 2004, les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) rejoignent l'Occident en intégrant l'Union européenne<sup>85</sup>, mais également, et surtout, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Dès lors, et pour la première fois, la Russie dispose d'une frontière commune avec l'OTAN. N'ayant jamais caché leur volonté de s'éloigner de toute organisation postsoviétique, les Pays baltes, en intégrant ces structures envoient un message fort à Moscou.

En ce qui concerne la CEI, un certain nombre de NEI sont impactés par une vague de contestation contre leur dirigeant issue de l'ère soviétique conservant des liens fort avec Moscou. :

- **En 2003, la Révolution des roses en Géorgie a mené le président Edouard Chevardnadze, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Union des républiques socialistes soviétiques (1985-1990), à la démission après avoir été accusé de corruption menaçant l'économie de son pays.**
- **En 2005, la Révolution orange en Ukraine marquant le rapprochement de Kiev avec Bruxelles.**
- **En 2005, la Révolution des Tulipes au Kirghizistan, coup d'État renversant le président Askar Akaïev en poste depuis l'indépendance du pays en 1991. Ancien mathématicien de l'Académie des Sciences d'URSS et membre du Comité central de Parti communiste de l'Union des républiques socialistes soviétiques jusqu'en 1990 où il se fait élire président du Soviet suprême au sein de la République socialiste soviétique de Kirghizie devenant le Kirghizistan.**

Directement liées aux rapports entre la Russie et ses « voisins étrangers proches », ces révolutions ont pour trait commun d'avoir eu l'effet d'écarter du pouvoir un certain nombre de dirigeants proches de la Fédération de Russie et de mettre en place une équipe dirigeante pro-occidentale prononcée. Cas à part, celui de la Moldavie et de son président Vladimir Voronine. S'emparant des thématiques pro-européennes des manifestations ukrainienne et géorgienne, il se fait réélire en 2005 sur un programme d'adhésion à l'Union européenne pourtant élu en 2001 sur un programme d'intégration à l'Union Russie-Biélorussie<sup>86</sup>.

C'est ainsi que l'influence de la Fédération de Russie semble décliner dans les années 2000 au sein de l'espace de la CEI, au profit de l'Union européenne. De véritables bras

---

<sup>84</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>85</sup> Conseil européen : [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32003D0923\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32003D0923(01))

<sup>86</sup> Nicolas Trifon, *Moldavie. Désamour et amour pour la Russie* », grande Europe N° 30, mars 2011 — La Documentation française

de fer s'engageront entre les pays se rapprochant de Bruxelles et de Washington. Dès lors, la Russie commence à jouer des coudes à la fois sur le plan économique avec Kiev et les guerres du gaz, mais aussi militaire, en tête l'été 2008 et la guerre russo-géorgienne<sup>87</sup>.

C'est à travers l'ensemble de ces instabilités que les différentes structures d'intégration postsoviétique peuvent être considérées comme des échecs globaux. La CEI, fondée en 1991, ne parvient à générer une dynamique commune suffisante. De plus, des conflits ouverts intra-CEI apparaissent notamment entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Poursuivant des intérêts économiques souvent différents, les membres composant la CEI ne s'entendent pas dans ce processus pourtant voulu comme intégrateur. Marian Lupu, homme politique moldave, ira jusqu'à dire que la CEI est « *un instrument du divorce* », une structure facilitant la désintégration plutôt que l'intégration<sup>88</sup>.

### Communauté économique eurasiatique : nouvelle initiative, nouvel échec?

Dès 1995, la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie décident de s'associer pour former une coopération économique plus poussée, une coopération douanière. Cette initiative aboutit à la création de la Communauté économique eurasiatique (CEE ou Eurasec) en 2000<sup>89</sup>. Prémisses de l'actuelle Union douanière, tout comme la CEI, les moyens alloués à cette organisation ne lui permettent pas d'atteindre ses objectifs. Un grand nombre de traités sont pris, mais dépourvus de concrétisation.

Une dynamique plus forte est observée sur la zone douanière Russie-Biélorussie. Plus poussée que la CEE, cette coopération s'est traduite par l'adoption d'un tarif douanier commun. Malheureusement, de nombreux différends éclatent entre les deux pays. En effet, quand Minsk impose des restrictions sur un grand nombre de produits importés de Russie. Des tensions émergent également concernant l'importante contrebande de marchandises qui transitent par la Biélorussie à destination de la Russie<sup>90</sup>.

### La Communauté des États Indépendants : facilitateur de la désunion soviétique

L'on peut apporter de multiples explications des différents échecs des initiatives d'intégration postsoviétique. Une raison principale évidente est celle de l'instabilité interne des

---

<sup>87</sup> Piotrs Moszynski, *la guerre russo-georgienne*, RFI 2009

<sup>88</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>89</sup> Site de la CEE : <http://www.evrazes.com/about/history>

<sup>90</sup> Russian Higher, « *Union douanière de l'Eurasec : début difficile* », School of Economics, 2010 (publications.hse.ru)

NEI. Même en Russie, la crise constitutionnelle de 1993<sup>91</sup>, la première guerre de Tchétchénie en 1994, la fronde des régions remettant en cause le pouvoir de Moscou<sup>92</sup>. Plus généralement la chute de l'espace post-soviétique a désorganisé l'ensemble de la région et les initiatives d'intégration et de coopération entre les entités nouvelles indépendantes s'en retrouvent fortement impactées. En effet, entre 1990 et 2000, la priorité des États composant la CEI semble plus se tourner vers la recherche et la poursuite d'une stabilité interne que vers une union postsoviétique des anciennes composantes de l'entité déchue.

La Russie est principalement au centre de tout l'organisme créé ne serait-ce que par son héritage soviétique. Par sa démographie, son territoire, et son économie, la Russie constitue un déséquilibre manifeste au sein de la CEI. Que cela soit au sein de la CEI, CEE ou encore au sein de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC<sup>93</sup>) la branche militaire de la CEI se voulant faire écho à l'OTAN, la Russie apparaît comme le « grand maître » de l'organisation.

Cependant, comme exposé, les échecs globaux de la CEI dus à l'instabilité interne renforcent à l'international la perte d'influence de Moscou dans ses rapports avec s « étranger proche ». Appuyant cette image, l'apparition d'un certain nombre d'organisations rassemblant des NEI où la Russie n'est pas partie. On peut citer l'Organisation pour la démocratie et le développement (GUAM<sup>94</sup>) créé en 1996, où sont représentés la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie dans une perspective de rapprochement avec l'Union européenne et de l'OTAN, et surtout dirigé contre « l'unionisme russe ».

Face à ce morcèlement, Moscou réagit de manière diverse. D'un côté, souhaitant retrouver son influence au sein des composants de la CEI, est mis en place un certain nombre de structures prônant la langue et la culture russe, des tentatives de rapprochement interparlementaire et bien évidemment la création de mouvement de jeunesse : du « soft Power » russe.

---

<sup>91</sup> *Traumatisme de la démocratie russe*, pour le journal *Neravissimaïa Gazeta*, 2013 : [http://www.ng.ru/editorial/2013-10-04/2\\_red.html](http://www.ng.ru/editorial/2013-10-04/2_red.html)

<sup>92</sup> Guillem Achermann, le rôle de la dynamique de réseaux dans la recherche de nouvelles formes de proximité à l'échelle locale la politique des « clusters territoriaux d'innovation » en Russie, Université du littoral Côte Opale, Laboratoire de Recherche sur l'Industrie de l'Innovation, 2016 : <https://riifr.univ-littoral.fr/wp-content/uploads/2016/08/doc-303.pdf>

<sup>93</sup> Site de l'OTSC : <http://mfa.tj/?l=ru&cat=34&art=163>

<sup>94</sup> Christelle Néant, La Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine créent une nouvelle alliance antirusse et pro-OTAN, *Agora Vox*, 2018

Le cas de la Transnistrie<sup>95</sup> est très parlant. Créant le mouvement de jeunesse *Proryv* afin de contrer une éventuelle « révolution colorée » au sein de la Transnistrie. Stanislav Belkovski, directeur de l'Institut national de stratégie à Moscou en est l'un des inspirateurs. Ou encore le financement du mouvement de jeunesse *Nachi*<sup>96</sup>. Fondé en 2005, ce mouvement tout comme celui de *Proryv* est en réaction des révolutions qui ont secoué les NEI, et les ont rapprochés de l'UE.

Toutefois, et de manière générale, c'est le « hard Power » que préfère Moscou. Les embargos « sanitaires » décrétés en 2006<sup>97</sup> contre la Moldavie et la Géorgie ne sont qu'une réponse de la Russie au rapprochement occidental de ces gouvernements. Tout comme les guerres du gaz, qui ont fortement impacté les relations entre l'Ukraine et la Russie<sup>98</sup>. Cependant, ces réactions semblent se révéler peu productives : la Moldavie s'est quand même rapprochée de Bruxelles en raison du conflit transnistrien, tout comme les Géorgiens. Enfin, dès 2008 Kiev est entrée en discussion avec l'UE sur l'accord d'adhésion<sup>99</sup>.

C'est dans ce contexte que l'Union Douanière (UD) est mise en place, à savoir un contexte postsoviétique marqué par un fléchissement de l'influence de Moscou sur les NEI. Aucune des infrastructures instituées n'aura eu bon vent de rapprocher les anciennes colonies soviétiques. C'est donc sous cette volonté que Vladimir Poutine cherche à rétablir l'image de la « Grande Russie » auprès de ses « voisins étrangers proches », tel est le projet de l'Union eurasiatique.

### ➤ L'Union Douanière : grandes dates et perspectives russes

Lors du sommet de 2007 CEI-OTSC-Eurasec de Douchanbé, « les formalités juridiques » de l'UD sont lancées et aboutissent en 2010 à la mise en place de ce projet autour de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan, rejoints par l'Arménie en 2014 et le Kirghizistan en 2015. Les membres fondateurs, conscients que les mesures déjà entreprises au sein de la CEI et Eurasec restent inefficaces et manquent de dynamisme, décident de créer au sein de la Communauté eurasiatique une union les rassemblant. Que ce soit Astana, Minsk ou encore Moscou, chacun poursuit une réelle volonté de s'unir ainsi<sup>100</sup>.

---

<sup>95</sup> Florent Parmentier, *Transnistrie. Le cas de Proryv en perspective*, 2008 : [file:///Users/olga/Desktop/article\\_278.pdf](file:///Users/olga/Desktop/article_278.pdf)

<sup>96</sup> Dominique Lagarde, *les jolies colonies de Poutine*, l'express, 2009

<sup>97</sup> La Géorgie durement pénalisée par l'embargo russe, les échos, 2006

<sup>98</sup> Peter Schwarz, le conflit de gaz entre la Russie et l'Ukraine, World socialiste, 2006

<sup>99</sup> Oana Lungescu, Eu move to secure Ukrainian gas, BBC, 2009

<sup>100</sup> Site *Eurasian commission* : <http://www.eurasiancommission.org/>

## Les perspectives russes en l'Union Douanière

Il est clairement question pour la Russie de réaffirmer son influence sur ses voisins. D'autant plus qu'en 2009, l'Union européenne lance un programme de « Partenariat oriental » à destination de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Ce programme a vocation à promouvoir la meilleure intégration économique de six anciennes républiques soviétiques afin d'améliorer « *la sécurité, la stabilité et la prospérité, la démocratie et l'État de droit en Europe orientale et dans le Caucase du Sud*<sup>101</sup> », constituant une priorité pour l'UE. Ce projet est perçu comme « le projet de loin le plus accompli de pénétration européenne au sein de l'étranger proche de la Russie » selon Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski<sup>102</sup>. En effet, c'est dans le cadre de ce partenariat qu'entre l'UE et les NEI concernés sont négociés les accords d'association frontalement opposés avec le processus d'UD de ces pays<sup>103</sup>. Enfin, l'idée est également de permettre un meilleur contrôle des frontières avec ces pays.

L'enjeu est donc ici double pour la Russie : économique et sécuritaire. En effet, La Russie est la championne du monde en termes de consommation d'opiacé<sup>104</sup> depuis bon nombre d'années et encore en 2018. Le développement de l'intégration douanière poursuit aussi l'objectif de réduire le trafic à destination de Moscou provenant d'Afghanistan.

### La Biélorussie, prisonnière des matières premières russes.

L'intérêt de la Biélorussie semble logique. Alexandre Loukachenko poursuit actuelle 5e mandat, il déclarait encore en début d'année : « *Notre projet d'union avec la Russie reste toujours pertinent. Compte tenu de la situation mondiale extrêmement difficile, l'importance de notre partenariat a explosé*<sup>105</sup> ». De plus, sur le plan économique, le système économique biélorusse est presque exclusivement centré sur l'importation à bas prix de matières premières russe. L'objectif est donc de permettre de faciliter l'accès aux énergies russe tout en exportant plus largement les produits nationaux en rien compétitifs sur les marchés mondiaux. Cependant, Alexandre Loukachenko déclarait en début d'année que : « *Nous avons assez des problèmes liés à l'accès de nos produits au marché russe. Nous parlons d'un marché*

---

<sup>101</sup> Site Union européenne : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership/>

<sup>102</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

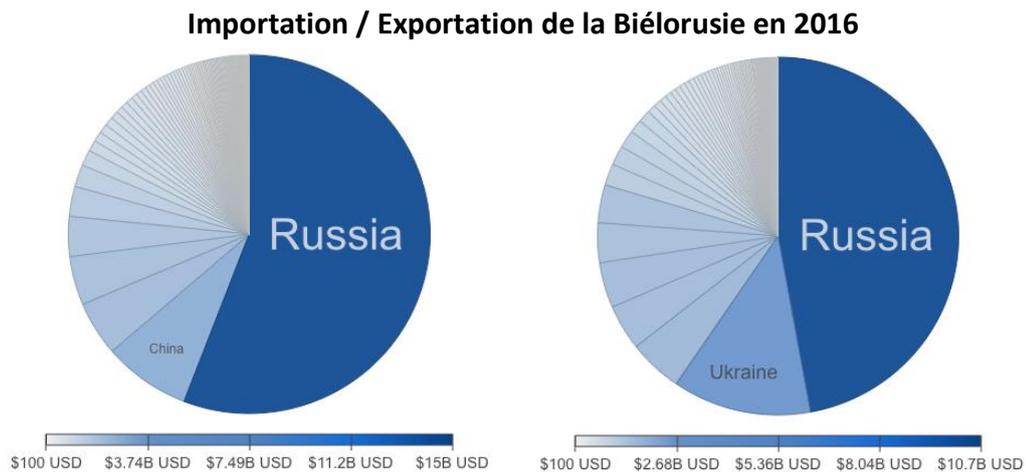
<sup>103</sup> Conseil européen et Conseil de l'Union européenne : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership/>

<sup>104</sup> Carte interactive. Cocaïne, cannabis, ecstasy... Où sont les consommateurs ? Courrier international, 2018 sources UNODC.

<sup>105</sup> Paul Antonopoulos, *Belarus To become a part of Russia ?* fort-russ.com, 2018

commun depuis 20 ans, mais ces problèmes continuent de se poser dans divers domaines, qu'il s'agisse des produits alimentaires ou des ressources énergétiques ».

Cependant, l'économie de la Biélorussie, malgré le « Partenariat oriental » et l'approche avec l'UE, est très fortement dépendante du commerce avec la Russie. Ainsi à l'heure de l'UD, les Biélorusses n'avaient d'autre choix que de se joindre à la partie. Tout refus aurait grandement menacé le régime de Loukachenko en la fin des accords préférentiels sur l'énergie.



Source : COMTRADE database

### Kazakhstan : l'Union douanière pour une politique étrangère multivectorielle

C'est à Astana en 1994 que le président Noursoultan Nazarbaïev a pour la première fois évoqué l'idée de l'Union eurasiatique. Toutefois, les économistes kazakhs semblent s'être montrés réticents face à l'UD<sup>106</sup>. La promesse de l'UD en la protection contre les produits chinois semble ne pas être décisive pour les Kazakhs qui jouent sur une politique étrangère multivectorielle<sup>107</sup>. L'UD paraissait peu rationnelle. En effet, l'accès aux gazoducs russes et biélorusses sans taxes n'avait pas force, de même que les tarifs douaniers kazakhs ne restent que très peu élevés.

En 2011, 48 % de la population était pour l'UD<sup>108</sup>, craignant que ce projet renforce les taxes douanières et augmente ainsi les prix. De plus, l'ouverture du marché aux Russes expose

<sup>106</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>107</sup> Christopher Pala, *China Pays Dearly for Kazakhstan oil*, NY times, 2006

<sup>108</sup> Ibidem

les entreprises kazakhes à une importante concurrence. Finalement, il apparaît que la participation du Kazakhstan à l'UD est, économiquement, la moins justifiée. Les trois pays fondateurs de l'UD poursuivent donc des intérêts divers.

### Une Union douanière dotée d'un organe transnational : pousser plus loin l'intégration

Selon les propos de Vladimir Poutine au sommet de Douchanbé en 2007<sup>109</sup>: « En ce qui concerne l'Eurasec, les résultats sont révolutionnaires ; nous nous sommes mis d'accord sur la création d'une union douanière et d'un organe transnational, une Commission qui aura en charge les régulations douanières [...] D'ailleurs, si l'Union douanière est initialement composée de trois Etats, la Fédération de Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, tous les autres membres de l'Eurasec ont montré leur intérêt pour cette structure. C'est pour cette raison que nous avons décidé de mener toutes les négociations dans le cadre de l'Eurasec, et de ne pas fonder une autre organisation au sein de l'espace postsoviétique ».

Deux traits distincts semblent se dégager. Tout d'abord, le président russe insiste sur la présence d'une existence transnationale propre, une Commission. L'on peut donc en tirer que les mécanismes de l'UD sont les faits d'une structure supérieurs. Ainsi, l'intégration sera-t-elle plus poussée dès lors que les membres délèguent leur prérogative sur ces aspects : la régulation douanière. Enfin, l'organe est transnational et donc est censé représenter l'ensemble des intérêts des pays membres. Ensuite, l'UD n'est pas fermée sur elle-même, restant pour une intégration régionale plus poussée, l'intégration de l'Arménie en 2014<sup>110</sup> et du Kirghizistan en 2015<sup>111</sup> en est un exemple.

### L'instauration d'un tarif douanier unique inspiré de Russie

C'est à partir du 25 janvier 2008 que le calcul des tarifs douaniers a été discuté<sup>112</sup>. Ceux applicables aux pays tiers à l'UD, mais aussi les taxes à l'exportation vers ceux-ci et également les mesures particulières de protection face aux importations en provenance du reste du monde.

Le 1er janvier 2010 est entré en application le tarif douanier commun. En très grande partie inspirée de celui en vigueur en Russie et par la même occasion biélorusse du fait que ces derniers avaient précédemment déjà rapproché leur législation en la matière dès 1995<sup>113</sup>.

---

<sup>109</sup> Laure Delcour, quelle coopération régionale pour les pays d'Asie centrale, Iris-France, n° 4 2007

<sup>110</sup> Régis Genté, l'Arménie et l'Union douanière russe, France inter, 2014

<sup>111</sup> Théophile Lavile, L'Union économique eurasiatique intègre le Kirghizistan, La Croix, 2015

<sup>112</sup> Union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan: signature vendredi de projets de traités, Sputniknews, 2008

<sup>113</sup> Zone douanière de 1995 Biélorusses

Ainsi, la Russie a dû augmenter ses lignes douanières externes de 14 % et les baisser de 4 % en interne (Minsk : 7 %/18 %). C'est du côté du Kazakhstan que l'adoption du tarif douanier a été très mouvementée. En effet, ses lignes externes ont augmenté de 45 % et baissé de 10 %<sup>114</sup>.

C'est bien évidemment la prééminence économique de la Russie au sein de l'UD qui explique l'adéquation des tarifs douaniers russe et ceux de l'Union. De plus, le code et les tarifs douaniers communs en vigueur au sein de l'UD correspondent en partie aux standards de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)<sup>115</sup>. En fin de compte, la Russie représente 80 % du PIB de l'UEE (180 millions de personnes pour un PIB de 3 900 milliards d'euros : UEE)<sup>116</sup>.

En revenant sur la mise en place de l'UD, tout s'est mis en place de manière rapide. L'adoption du tarif douanier et été suivi rapidement par le code douanier commun (réviser en 2018<sup>117</sup>). Au même moment les postes douaniers entre la Russie et la Biélorussie sont redéployés vers la frontière externe. Le 1<sup>er</sup> juillet 2011 le contrôle douanier entre Moscou et le Kazakhstan est supprimé et l'ensemble du personnel redéployé à la frontière avec la Chine<sup>118</sup>.

En somme, l'Espace économique commun (EEC) entré en vigueur le 1er janvier 2012 prendra le nom de Commission économique eurasiatique (CEEAA) à l'arrivée de l'organe décision transnationale de l'UD. De plus, en 2014, les membres de la Communauté économique eurasiatique signent la dissolution de cette communauté au profit de l'Union économique eurasiatique (UEE) en 2015 regroupant : la Biélorussie, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

#### Poussé de l'intégration entre pays membres de l'UD

Il faut noter un fort développement des échanges commerciaux au sein de l'UD entre 2010 et 2012, permettant ainsi un renforcement de l'intégration des pays membres. C'est le même constat lors de l'intégration de l'Arménie et du Kirghizistan en 2015. Ainsi, entre Minsk,

---

<sup>114</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>115</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>116</sup> Florent Marciacq, « L'Union européenne face au défi de l'Union économique eurasiatique », Europe 5 avril 2017, la Documentation française

<sup>117</sup> Site Condor : <http://www.condor.fr/news/nouvelles-regles-douanieres-pour-lunion-economique-eurasienne-ueea/>

<sup>118</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

Astana et Moscou le volume des échanges entre ces trois a augmenté de 87 %<sup>119</sup> alors que les autres pays du monde représentaient qu'une croissance de 50 %<sup>120</sup>.

### Une intégration propice au développement du commerce intra zone

Une explication logique peut être apportée sur l'augmentation du volume des échanges intra-UD : la suppression des taxes douanières. La suppression des taxes sur certains secteurs, notamment le gaz a permis un fort accroissement des échanges. Grâce à sa localisation géographique, la Biélorussie a vu son importation de pétrole russe et kazakh fortement augmenté. La Russie étant le premier partenaire de Minsk<sup>121</sup>, et dont le pétrole équivalait à 61 %<sup>122</sup> au début de l'UD des exportations russes, est raffinées sur place puis vendues à l'UE. Un accord a été signé avec Moscou disposant que l'ensemble des taxes à l'exportation du pétrole russe raffinée biélorusse reviennent dans les caisses de Moscou en contrepartie de l'augmentation des taxes à l'importation depuis les pays hors UD<sup>123</sup>.

### Produits importés par la Biélorussie en 2016

Mineral Fuels, Oils, Distillation Products  27%	Electrical, Electronic...	6.4%	Iron and Steel	3.8%	Articles of Iron or Steel	2.6%	Pharmaceutical Products	2.2%	Commodities Not Specified According to Kind	2.0%	Edible Vegetables and Certain Roots and Tubers	1.7%
	Vehicles Other Than Railway, Tramway	4.9%	Optical, Photo, Technical, Medical Apparatus	1.6%	Fish, Crustaceans, Molluscs, Aquatics...	1.2%	Aluminum and Articles Thereof	0.99%		0.89%	0.79%	0.76%
	Plastics and Articles Thereof	4.9%	Organic Chemicals	1.6%	Essential Oils...	0.73%	Copper and...					
	Machinery, Nuclear Reactors, Boilers	9.3%	Paper and Paperboard, Articles of Pulp, Paper and Board	1.4%	Salt, Sulphur...	0.62%		0.61%	0.60%			
		4.9%	Residues, Wastes of Food Industry...	1.3%		0.72%	Knitted or Crocheted...					
		3.9%	Rubbers and Articles Thereof	1.3%	Cereal, Flour...	0.70%	Manmade...					
		Edible Fruits, Nuts, Peel of Citrus Fruit, Melons			0.70%			Live...				
					0.69%	Glass and...		Oil Seed...				
					0.64%	Tanning...		Cocoa and...				
						Inorganic...		Cotton		Cereals		
								Articles of...		Meat and...		

Source : COMTRADE database

<sup>119</sup> Rapport annuel Eurasec 2012 : [eurasiancommission.org/ru/Documents/EEC\\_AR2012.pdf](http://eurasiancommission.org/ru/Documents/EEC_AR2012.pdf)

<sup>120</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>121</sup> David Teurtrie, la stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification, Flux, n° 71, 2008

<sup>122</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>123</sup> Adel Smith, Pétrole : un accord aurait été trouvé entre Minsk et Moscou , La Croix, 2007

Cette suppression des taxes douanière a également suscité une augmentation des exportations russe, au Kazakhstan. Principal client d'Astana, la Russie fournit le pays à hauteur de 38,6 % devant la chine (16,3 %) <sup>124</sup>. La CEI représente 46,9 % des importations au 1er octobre 2017, en progression depuis 2 ans (44,4 % en 2016, 42,7 % en 2015). Ainsi, les importations kazakhes représentent 41,3 % en provenance des pays membres de l'UEE, dont 38,6 % de la Russie (augmentation de 2,3 points par rapport à 2016. La Biélorussie également est en progression sur les exportations vers Astana venant jouer jeu égal avec la France (1,8 %) avec une progression de plus de 51,1 %. En opposition, l'UE est le 2<sup>e</sup> fournisseur du Kazakhstan, mais avec une perte de 3,2 de point par rapport à 2016.

Depuis les travaux de Jacob Viner (1950), l'on distingue deux catégories d'impacts économiques de la mise en place d'une union douanière sur les pays qui la compose, analyse Julien Vercueil <sup>125</sup> :

- **Le commerce intra zone est facilité par la suppression des obstacles que constitué les barrières tarifaires. Des échanges plus efficaces (gain de productivité) se substituant aux échanges et productions précédant l'introduction de l'union et entraînant donc de fait des gains pour l'ensemble des acteurs économique.**
- **Les effets de détournement de commerce. Effet de détournement de commerce pour les économies les plus libérales qui intègrent une union douanière. Le commerce avec l'extérieur de la zone se tarit en faveur du commerce intra zone.**

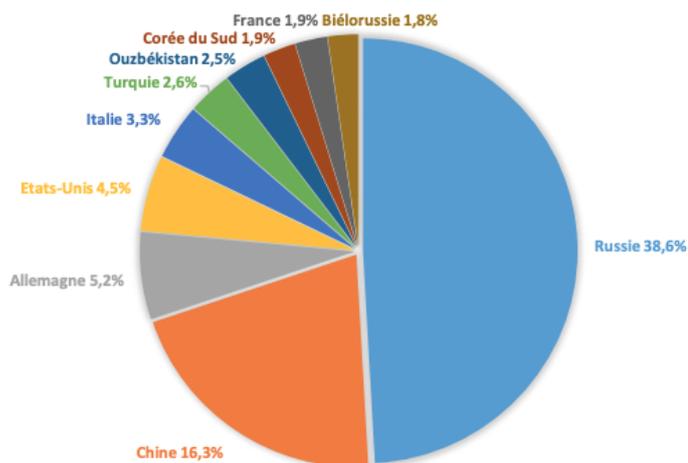
La Russie, pas assez compétitive à l'international, cherche à se replier sur ses anciens partenaires soviétiques, sur lesquelles elle a un avantage compétitif certain. Ainsi, comme nous l'avons vu avec la Biélorussie, et malgré les manœuvres d'Alexandre Loukachenko (président biélorusse) dans le passé sur les tensions entre l'UE et la Russie, le pays est économiquement fortement dépendant de son voisin russe. Plus flagrant avec le Kazakhstan, le pays n'exporte quasiment pas de produit vers la Russie, au contraire elle importe massivement au profit de la Russie.

---

<sup>124</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/441586>

<sup>125</sup> Julien Vercueil. L'Union Economique eurasiennne face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique eurasiennne : des institutions aux échanges, Oct. 2015, Paris, France. <halshs-01422282>

### LES 10 PRINCIPAUX FOURNISSEURS DU KAZAKHSTAN (au 01/10/2017)



Source : trésor. economie.gouv

Également heureux en affaires, la suppression des taxes douanières et la disparition des contrôles douaniers, la baisse des barrières non tarifaires entre les pays de l'UD à jouer sur le développement des échanges commerciaux<sup>126</sup>. Enfin, l'UD a permis aux différents membres de l'UD de voir, outre leur marché élargi, la possibilité de s'enregistrer et opérer au sein des membres de l'UD « sans discrimination, avec, en théorie, un accès égal aux appels d'offres tant publics que privés »<sup>127</sup>. Le Kazakhstan en a énormément profité, en effet, un grand nombre d'opérateurs russe s'en venu s'établir sur ce territoire, mais aussi des pays tiers pour commercer avec la Russie du fait de la TVA plus faible qu'en Russie (12 % contre 18 %).

Conséquence structurelle très positive comme le révèle le site *doing business* de 2018 de la Banque mondiale. En 2013 le Kazakhstan est classé 49<sup>e</sup>, aujourd'hui 28<sup>e</sup>. Pour la Russie 112<sup>e</sup> en 2013, 31<sup>e</sup> en 2018<sup>128</sup>. La mise en situation de concurrence interne a été très profitable au pays de l'UD et plus largement ceux de l'UEE avec nous le voyons une nette percée de la Russie. La continuité de l'UD, son dynamisme et la structure transnationale avec la CEEA témoigne clairement d'une dynamique en marche.

De plus, en 2013, les membres fondateurs de l'UD ont mis en place un « centre conjoint de l'Eurasec pour l'innovation technologique »<sup>129</sup> pour favoriser le développement de la recherche et la commercialisation des innovations technologique. Enfin, la Banque eurasiatique

---

<sup>126</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>127</sup> Ibidem

<sup>128</sup> Classement *doing business* 2018 : <http://www.doingbusiness.org/en/rankings>

<sup>129</sup> « Russia, Belarus and Kazakhstan set up interstate high-tech center », 29/07/13, Marchmont ([marchmontnews.com/Finance-Business/Central-regions/19808-Russia-Belarus-and-Kazakhstan-set-up-interstate-high-tech-center-.html](http://marchmontnews.com/Finance-Business/Central-regions/19808-Russia-Belarus-and-Kazakhstan-set-up-interstate-high-tech-center-.html))

de développement<sup>130</sup> (EDB), fondé en 2006 par la Russie et le Kazakhstan avant l'UD. La mise en place de l'UD semble renforcer son activité et c'est ainsi la EDB qui gère le fonds anticrise (8 milliards de \$ en 2009<sup>131</sup>) de l'Eurasec. Semblant jouer un rôle clé dans le processus eurasiatique, notamment du fait de ses nombreuses publications et actualités sur les mécanismes et la structure d'intégration postsoviétique.

### Une asymétrie politique et économique

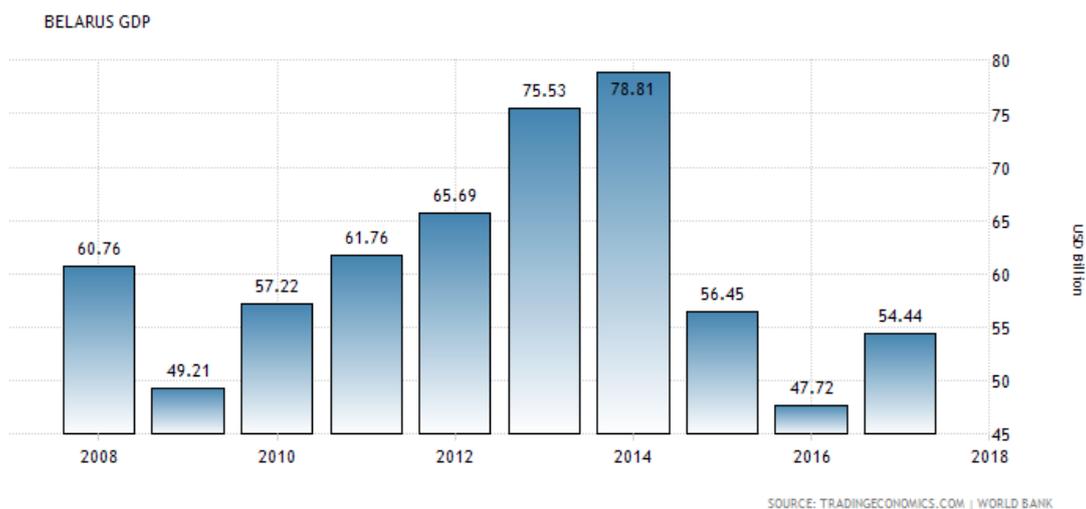
A la différence de l'Union européenne malgré un certain déséquilibre en termes de compétitivité en faveur de l'Allemagne, l'UD comporte un grand pays dépassant de loin tous les autres. Ne serait-ce que sur le plan démographique et économique. Le PIB et la population du Kazakhstan (respectivement 160Md \$ et 18 millions de personnes) représentent 1/10 de la Russie (1.578 Md \$ et 144 millions de personnes). Encore plus significatif, le comparatif avec la Biélorussie 54Md \$ de PIB pour une population de 9,5 millions de personnes.

---

<sup>130</sup> Crédits: la formation du capital de la Banque eurasiatique de Développement prendra fin en 2008 (ministre russe), Sputnik France, 2008

<sup>131</sup> Gisèle Huguenin, L'Union économique eurasiatique: un pôle d'intégration régionale, unepasion-russe, 2016

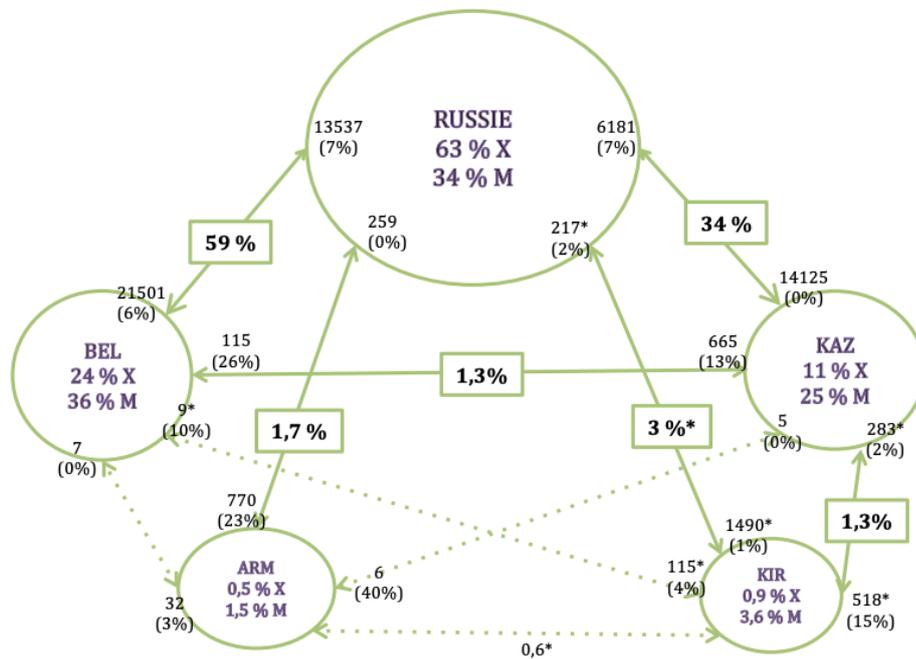
Encore plus frappante, montrant la dépendance d’Astana et Minsk à l’économie russe, la chute significative du PIB de ces pays en 2014-2015 démontre la forte dépendance de leur économie à celle de la Russie. La Biélorussie note une chute de plus de 20Md \$ de son PIB (78Md \$ à 54Md \$), pour le Kazakhstan c’est 78md \$ (237 Md \$ à 159Md \$)<sup>132</sup>.



Cette asymétrie de la Russie au sein de l’espace de libre échange eurasiatique est tel qu’il dépasse à tout niveau celui des autres groupements similaires. A terme, cela pourrait conduire à un fort déséquilibre et des problèmes de fonctionnement évident. De fait cela induit une disproportion dans les échanges intra-ZEL.

<sup>132</sup> Données de la Banque Mondiale : [Data.worldbank.org](http://Data.worldbank.org)

**Moyenne annuelle des flux commerciaux intrazone — 2010 – 2014 (Mlns US \$, en % du total)**



*donnée UN Comtrade : période de calcul 2009-2013. (X %)/marge d'erreur statistique calculée à partir des statistiques miroir des pays concerné<sup>133</sup>*

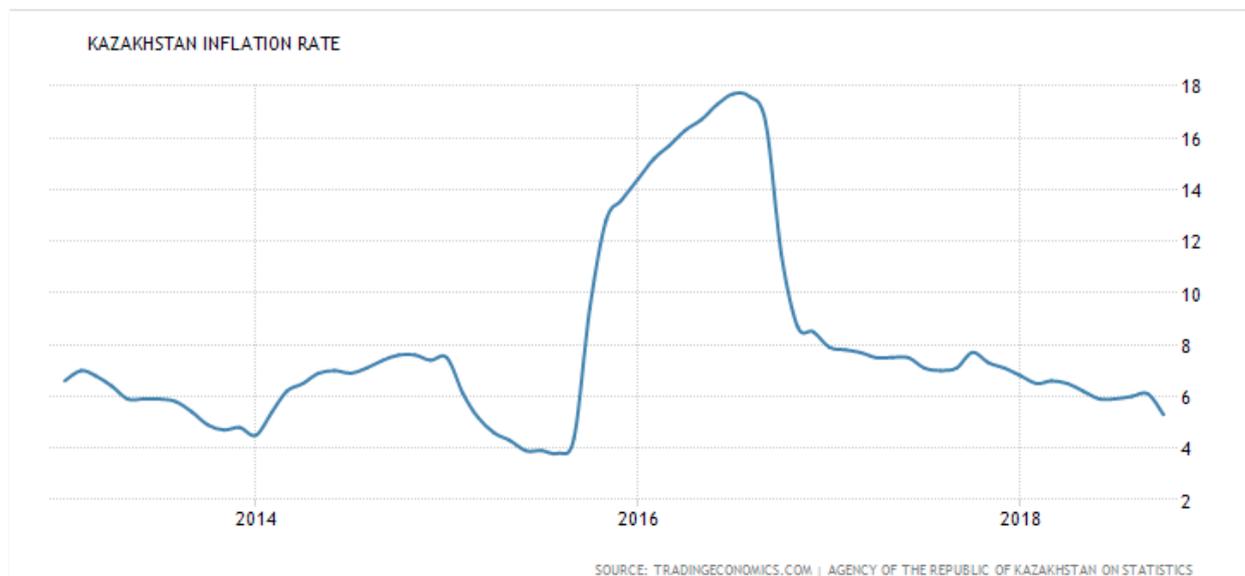
Par ailleurs, comme le souligne Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski<sup>134</sup>, « eu égard à la prééminence économique de la Russie au sein de l'UD, et malgré les volontés affichées d'équité entre les États membres prévalant à la formation de ses structures décisionnelles, les grandes orientations de l'UD soient avant tout dirigées vers la préservation des intérêts russes. »<sup>135</sup>.

De plus, les difficultés du Kazakhstan semblent être directement liées à son entrée dans la ZLE et donc à cette asymétrie russe. Le relèvement des tarifs douaniers a conduit le pays à une forte inflation des prix.

<sup>133</sup> Julien Vercueil. L'Union Economique eurasiennne face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique eurasiennne : des institutions aux échanges, Oct. 2015, Paris, France. <halshs-01422282>

<sup>134</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiennne*, Diploweb, 2014

<sup>135</sup> Ibidem



Il est bon de rappeler que les précédentes tentatives d'intégration postsoviétique on quelquefois était perçu comment une tentative russe de revenir à ce que pouvait être l'URSS, notamment le Kazakhstan. Cette asymétrie avec le poids de la Russie dans les rapports commerciaux pourrait avoir un impact à la longue sur les rapports directement politiques et allait à l'encontre d'un quelconque principe d'intégration.

### Une intégration économique à relativiser

Une problématique déjà évoquée en ce qui concerne l'intégration économique de la ZEL. En effet, les pays de la zone de libre-échange majoritaire avec les pays tiers, outre la Biélorussie qui, très peut compétitive sur le marché international ne livre ses marchandises presque exclusivement auprès de la Russie. Ainsi, pour le Kazakhstan les exportations au sein de la CEI ne représentent que 16,8 % derrière l'UE et l'Asie<sup>136</sup>. Pour la Russie, après une baisse entre 2013 et 2014, les exportations russes vers la CEI se stabilisent autour de 14 % en 2016. Cependant les exportations ont fortement diminué en valeur : -24 % en 2015 et -17 % en 2016 (45Mds USD à 37,4 Mds USD)<sup>137</sup>. Cependant, en 2015 on observe une augmentation des livraisons au sein de l'UUE (+0,6 point par rapport à 2015) et principalement en Biélorussie, mais reculant également en valeur. Enfin, les exportations vers l'UEE en 2016 ont été moins importantes que celle vers l'ensemble du monde (-10,6 % et -17 % en 2016 respectivement).

---

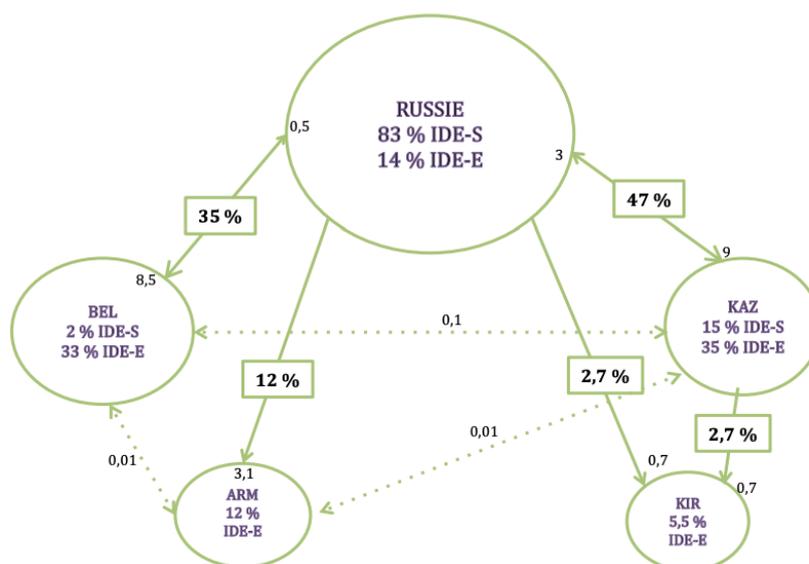
<sup>136</sup> Site du trésor public « Le commerce extérieur du Kazakhstan en 2017 : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/441586>

<sup>137</sup> Site du trésor public « Le commerce extérieur de biens

de la Russie en 2016 » <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/438226>

Un autre et dernier indicateur témoignant de la faiblesse de l'intégration économique intra-ZEL est la part des investissements directs étrangers (IDE) faits entre les pays membres. En Russie, les principaux IDE sont réalisés, en 2017, par Chype (32 %), Luxembourg (10 %) et les Pays-Bas (8 %) <sup>138</sup>. Pour le Kazakhstan, les IDES sont principalement réalisées par les Pays-Bas et la Chine <sup>139</sup>. Il paraît dès lors difficile de comprendre le principe de promouvoir une intégration douanière et économique quand la majorité des investissements se sont avec des pays tiers. De plus, La Russie est à l'origine de la plupart des IDE sortant, 80 % contre 15 pour le Kazakhstan et 2 % pour la Biélorussie <sup>140</sup>. N'accueillant que 14 % IDE entrant de la région, la Russie centralise plus de la moitié des montants en excluant les flux sortants totaux et s'intéressant qu'au partenaire de Moscou.

### IDE mutuels de l'UEE. Stocks 2015 (Mds US \$, en % total)



Donnée Eurasian Development Bank (2015 c), Julier Verceuil. IDE-S : stock d'IDE sortant/IDE-E : stock IDE entrant <sup>141</sup>

<sup>138</sup> Banque centrale russe : [http://www.cbr.ru/Eng/statistics/?lien\\_externer\\_oui=Oui](http://www.cbr.ru/Eng/statistics/?lien_externer_oui=Oui)

<sup>139</sup> Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014

<sup>140</sup> Julien Verceuil. L'Union Economique eurasiatique face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique eurasiatique : des institutions aux échanges, Oct. 2015, Paris, France. <halshs-01422282>

<sup>141</sup> Julien Verceuil. L'Union Economique eurasiatique face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique eurasiatique : des institutions aux échanges, Oct. 2015, Paris, France. <halshs-01422282>

## ➤ La stabilité du cadre de réflexion russe

Le bilan pouvant être fait depuis 2010 pour la ZEL est relativement mitigé. Sa structure décision partiellement supranationale apparaît toutefois comme le projet d'intégration post-soviétique le plus poussée et dynamique. L'on observe par ces mesures, une réelle volonté de légitimité se rapprochement. Économiquement parlant, les rapports entre les pays ont fortement dynamisé les échanges. La suppression des barrières douanières entre les pays membres en est la principale raison mise en complément de la période propice à la reprise des échanges.

Toutefois, la structure des échanges semble reproduire à quelques nuances près, la structure des échanges qui était caractéristique de l'Union des républiques socialistes soviétiques avec les états du Conseil d'Ais Économique Mutuelle (CAEM)<sup>142</sup>. La principale matière à l'exportation est énergétique en échange de produit manufacturé ou agricole. Cela limite grandement le potentiel des échanges. Franklyn Holzman (1985) qualifiait le CAEM de *Trade destroying Union*<sup>143</sup>. Les hydrocarbures dominent les échanges et, est centralisé par un seul grand fournisseur (Russie), le Kazakhstan fournissant essentiellement en dehors de l'UEE. Laisant une faible part aux produits manufacturés, dominés par les importations extérieures à l'UEE (principalement Union européenne et Asie). Dès lors, cela constitue une contrainte majeure « *l'approfondissement de l'intégration économique régionale* »<sup>144</sup>.

De plus, des disputes récurrentes opposent la Biélorussie et la Russie. Totalement dépendante des livraisons d'hydrocarbure de la Russie à prix faible et des recettes du raffinage, la question des taxes sur les produits pétroliers et donc source de tensions. Cependant, la Russie disposant du contrôle de *Gazprom* qui lui dispose celui de *Beltransgaz*, détenant le réseau de transport de distribution du pays. Le Kirghizistan est dans une situation analogue, sa société de distribution ayant été achetée par *Gazprom* en 2013<sup>145</sup>, mais aussi le réseau de distribution en Arménie<sup>146</sup>. La Russie, comme le disposait E. Vinokourov<sup>147</sup>, ne peut « *être le meilleur en tout [...]. Il faut se spécialiser efficacement* », cela semble assimilé pour Moscou.

---

<sup>142</sup> Ibidem

<sup>143</sup> Franklyn D. Holzman, « Comecon : A "Trade-Destroying" Customs Union ? », *Journal of Comparative Economics*, volume 9, issue 4, 1985 p.410-423

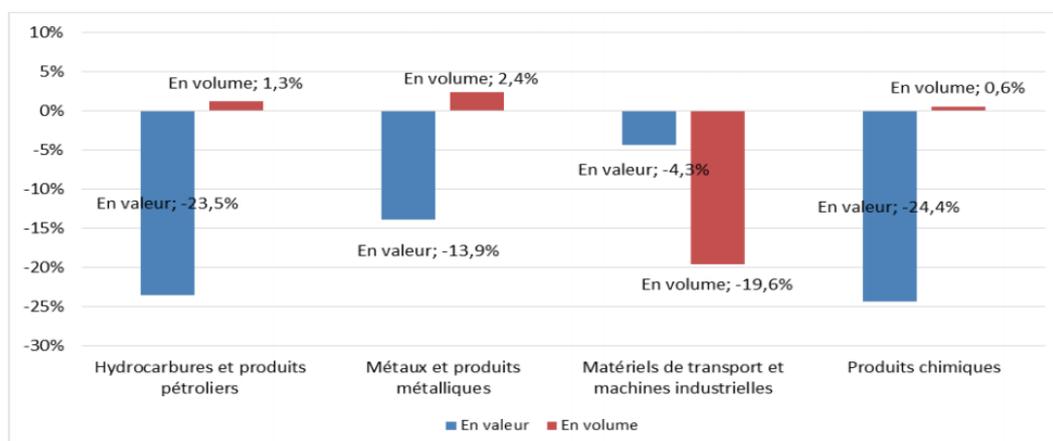
<sup>144</sup> Julien Vercueil. L'Union Economique eurasienne face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique eurasienne : des institutions aux échanges, Oct. 2015, Paris, France. <halshs-01422282>

<sup>145</sup> « Le Kirghizistan valide le rachat de sa compagnie de gaz par le russe Gazprom », Sputnik France, 2013

<sup>146</sup> Claire, Erevan va demander à Gazprom de baisser ses tarifs, Armnews, 2018

<sup>147</sup> Julien Vercueil. L'Union Economique eurasienne face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique eurasienne : des institutions aux échanges, Oct. 2015, Paris, France. <halshs-01422282>

## Évolution en volume et en valeur des principaux postes d'exportation entre 2015 et 2016 de la Russie



*Données douanes russes*

## Principales exportations de la Russie vers ses partenaires de l'UEE (moyenne 2012-2014, en %)

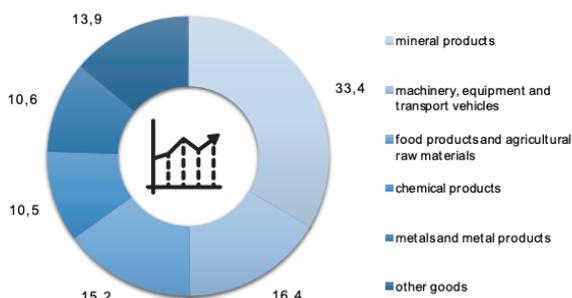
<b>Arménie</b>		<b>Bélarus</b>		<b>Kazakhstan</b>		<b>Kirghizie</b>	
Combustibles minéraux	12 %	Combustibles minéraux	57 %	Combustibles minéraux	24 %	Combustibles minéraux	58 %
Machines, réacteurs	12 %	Fonte, fer et acier	7 %	Véhicules, cycles	9 %	Fonte, fer et acier	5 %
Céréales	10 %	Equipements électriques	4 %	Machines, réacteurs	8 %	Bois, charbon de bois	4 %
Graisses, huiles	6 %	Machines, réacteurs	3 %	Fonte, fer et acier	6 %	Minerais et scories	3 %
Cacao et dérivés	4 %	Matières plastiques	3 %	Ouvrages en fonte fer et acier	5 %	Graisses, huiles	3 %
Somme	44 %	Somme	74 %	Somme	47 %	Somme	73 %

*Donnée UN Comtrade, édité par Julien Verceuil*

## Structuration du commerce intrazone-UEE en 2015

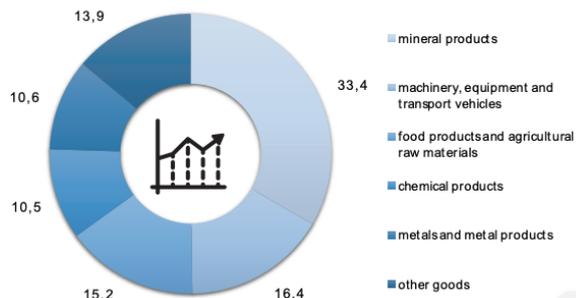
Structure of trade among the member states by consolidated commodity groups for 2015, % of the total

Fig. 2



Structure of trade among the member states by consolidated commodity groups for 2016, % of the total

Fig. 3



Rapport annuel de l'Eurasian Commission<sup>148</sup>

### De l'union douanière à l'Union eurasiatique de Poutine

Évoquée pour la première fois par Vladimir Poutine<sup>149</sup> dans le journal Izvestia en 2011, l'Union douanière ou Zone de Libre Échange (ZEL) fait suite à la création en 2012 d'un Espace économique commun. Enfin en 2015, le 1<sup>er</sup> janvier, l'union Économique eurasiatique (UEE). Le président russe prend d'ailleurs l'UE comme exemple en déclarant : « *il a fallu 40 ans aux États européens pour passer de la CECA à l'Union européenne. La mise en place de l'UD et de l'espace économique commun est bien plus rapide, car elle s'empare de l'expérience de l'UR et d'autres organisations régionales, en prenant en compte leur réussite et leurs échecs* »<sup>150</sup>.

Pour V.Poutine, l'objectif est plus ambitieux : « *c'est-à-dire passer à l'étape suivante, plus profonde d'intégration : l'Union eurasiatique* ». Dès lors l'on conçoit facilement que la volonté ici est plus forte qu'un rapproche et une intégration seulement économique mais tendre jusqu'à de « *nouvelles valeurs et de nouvelles bases politiques et économiques* ». Depuis 1991, la Russie n'a cessé de tendre à renouer avec ses anciens États satellites. En créant un espace économique harmonisé ou tendant vers notamment avec l'établissement en d'un code douanier unique (révisé en 2018), une harmonisation des taxes douanières extérieures, mais également un organe transnational veillant au respect des positions et décision (CEEA). Les vellétés russes pour diversifier ses zones d'influence et partenaire en Asie sont au centre d'enjeux contemporains majeurs. Le partenariat avec la Chine en est un parfait exemple à

<sup>148</sup> Rapport annuel 2017 Eurasian commission : <http://www.eurasiancommission.org/ru/Documents/BARRIERS,%20DEROGATIONS%20AND%20RESTRICTIONS%20IN%20THE%20EURASIAN%20ECONOMIC%20UNION%20ANNUAL%20REPORT%202017.pdf>

<sup>149</sup> Brochure Eurasian commission : [eurasiancommission.org/ru/Documents/broshura26Body\\_ENGL\\_final2013\\_2.pdf](http://eurasiancommission.org/ru/Documents/broshura26Body_ENGL_final2013_2.pdf)

<sup>150</sup> « le nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie, un futur qui commence aujourd'hui », 03/10/11, Izvestia

travers « la nouvelle route de la soie », apparaitre au centre de l'Asie centrale comme le pont entre l'Est et l'Ouest<sup>151</sup>.

Les grandes étapes se suivent suivant le plan prévu par la Russie. La conclusion d'un accord de libre-échange au sein de la CEI dès 1994, il est vrai, apparaissant comme un échec faute de ratification des pays membres. Dès effort plus poussé toute fois avec en 2011 avec la Zone de Libre Échange (ZEL).

Enfin, place à l'Espace économique commun (EEC) devant établir les quatre grandes libertés de circulation : marchandise, capitaux travail et services. Dès 2012, l'espace est créé, mais vite limité.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2015, c'est l'UEE qui est créé, succédant à l'Espace économique commun (Eurasec). A cette instance l'intégration est plus poussée, nécessitant une suppression des barrière douanière et obstacle, mais aussi une harmonisation des législations, une ouverture davantage de la circulation des marchandises. L'intégration se veut aussi plus politique, nécessitions un abandon d'une part de souveraineté pour passer à l'étape supérieure. Se présentant donc comme une étape de plus dans le processus intégration, l'instauration des quatre grandes libertés ont vocation à s'établir, seule la liberté de circulation des marchandises est présente au sein de l'espace économique commun. L'UEE a vocation à développer les trois autres.

Un marché commun des produits pharmaceutiques est entré en fonction en 2016, également celui des services financiers, des transports, de construction et de télécommunication<sup>152</sup>. Le marché unique de l'électricité devrait se mettre en place dès 2019. De plus le CEEA cherche à renforcer les IDE entre pays membres. Afin de renforcer la libre circulation des capitaux au sein de la ZEL.

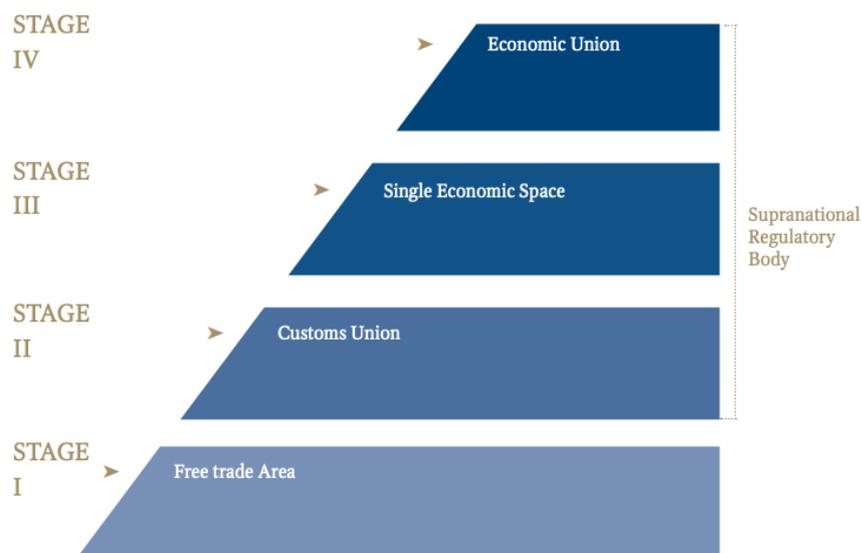
### Schéma des quatre étapes à l'intégration économique<sup>153</sup>

---

<sup>151</sup> Florent Detroy, *un atout géopolitique pour la Russie*, Le monde diplomatique, 2017

<sup>152</sup> Julien Vercueil. L'Union Economique eurasiennne face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique eurasiennne : des institutions aux échanges, Oct. 2015, Paris, France. <halshs-01422282>

<sup>153</sup> Brochure Eurasian commission : [eurasiancommission.org/ru/Documents/broshura26Body\\_ENGL\\_final2013\\_2.pdf](http://eurasiancommission.org/ru/Documents/broshura26Body_ENGL_final2013_2.pdf)



Source : brochure Eurasian commission

## ➤ Conclusion

Pour la Russie, l'intégration économique n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de parvenir ou de tendre vers une intégration plus politique et ainsi globale de ses anciens satellites soviétiques. Ces derniers restent toutefois prudents sur l'ingérence russe et la montée en puissance, influence de ce géant supposant de fait une perte de souveraineté. Par cette UD, la Russie offre un marché à ses exportations en dehors des matières premières (hydrocarbures et industrie extractible). C'est pour la Russie un instrument de protectionnisme offensif, notamment sur les secteurs les moins performants à l'international, permettant par la même le développement de ces secteurs les moins performants.

Le Partenariat avec la Chine<sup>154</sup>, réaffirme également une nouvelle fois la volonté d'approfondir l'intégration entre la nouvelle route de la soie : *Belt and Road Initiative (BRI)* et Eurasec. Lors de la conférence de fin d'année traditionnelle, V. Poutine s'est exprimé ainsi « *La Russie a été capable de surmonter des crises majeures : l'effondrement des prix de l'énergie et les sanctions commerciales. Mais le pays va dans la bonne direction en mettant davantage l'accent sur la production intérieure. Notre commerce intérieur a augmenté de 3 %. Ça veut bien dire quelque chose* »<sup>155</sup>.

C'est ainsi que Moscou porte un intérêt tout certain à élargir « sa » zone économique eurasiennne. La Turquie pourrait bien être candidate à l'Eurasec, boudée par Bruxelles pour des raisons qui nous sont communes, l'Inde et le Pakistan seraient aussi en attention sur le

---

<sup>154</sup> Pepe Escobar, *The New Great Game moves from Asia-Pacific to Indo-Pacific*, Asiatimes, 2017

<sup>155</sup> Pepe Escobar, *Poutine en grand intégrateur eurasiatique*, Mondialisation, 2017

projet russe. Par ailleurs le président russe a sous-entendu que la coopération ainsi engagée pourrait aussi « *s'appliquer au BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qu'à l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai)* ». Les efforts de Moscou sont certains pour convaincre ses voisins éloignés, l'Inde étant membre des BRICS et de l'OCS.

---

## Conclusion : Le politique au service de l'économie ?

---

Au pouvoir depuis 2000, V. Poutine est à la tête d'un Etat au bord de la faillite après l'application de mesures libérales débridées, suivant les conseils avisés du FMI. La reprise en main de l'économie apparaissait alors comme une nécessité, y compris quand elle imposait de l'arracher des mains de certains oligarques. En somme, le Kremlin applique toutes les mesures possibles pour protéger son économie et en permettre le développement. Cependant, loin de remettre en place une nouvelle Union Soviétique, Vladimir Poutine est pleinement conscient que l'URSS n'est plus, et que les mesures mises en place par les Soviets pour le développement de l'économie n'aboutiraient jamais au vu de cette nouvelle configuration. En somme, la chute de l'URSS force la Russie à trouver de nouvelles sources d'importation, et ainsi de s'ouvrir aux échanges internationaux. Cependant, ces nouvelles relations se font dans une langue différente de celle de l'URSS : celle de l'OMC, des tarifications douanières, du libre-échange... Elle y parvient tant bien que mal, notamment en usant du principe de précaution, et en passant par le vote de lois pour le développement de son économie, etc.

Pour l'administration fédérale, toutes ces mesures qui lui permettent de se protéger d'un épisode libre-échangiste similaire à celui de la décennie 90, sont autant de moyens qui lui permettent d'atteindre un but politique. Comme l'a résumé V. Poutine au Valdai « les nouvelles idées nationales ne naitront, ni ne se développeront en suivant des impératifs mercantiles. »<sup>156</sup> Ce qui peut être résumé en « le commerce est un moyen, pas un but en soi. » En cela, l'objectif que se fixe le président russe lui offre des marges de manœuvres suffisamment larges, pour, non pas s'opposer aux institutions internationales, ni s'opposer frontalement à leurs partenaires commerciaux, mais se permettre d'interpréter largement les actions dont ils font l'objet. Comme l'explique d'ailleurs Julien Vercueil la Russie « ne renverse pas la table [des négociations, elle] se défend face aux Etats qui l'attaquent [via les sanctions] »<sup>157</sup>.

Par cette posture légaliste, la Russie s'offre le luxe d'apparaître comme un Etat ouvert aux échanges. Mais la réalité des faits nous montre que l'administration Poutine s'est durcie mandat après mandat, comme nous le prouve la récente liquidation du groupe Magnit par VTB, une banque proche du Kremlin<sup>158</sup>. Reste à savoir qui pourrait succéder à Vladimir Poutine au terme de son mandat, qu'il dit être le dernier par ailleurs. Cette politique pourrait aussi être influencée par de nouvelles inflexions, qu'elles soient le fruit d'une initiative nationale ou internationale.

---

<sup>156</sup> Site officiel du Kremlin, *Session de la discussion internationale « Valdai »*, 19 septembre 2013, <http://kremlin.ru/events/president/news/19243>

<sup>157</sup> Entretien avec Julien Vercueil, professeur d'économie à l'INALCO et membre du centre d'études Europe-Eurasie, le 15/11/2018 à l'INALCO.

<sup>158</sup> Leonid Bershidsky, *A Russian Business Icon Sells Out to the State*, Bloomberg Opinion, <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2018-02-16/sergei-galitsky-s-magnit-found-one-buyer-the-russian-state>

---

## Table des matières

---

Sommaire.....	2
Introduction : Héritage soviétique protectionniste : la Russie de 1990 à 2012.....	3
Russie-Occident : un climat des affaires tendu à l’heure des sanctions .....	6
➤ L’Union européenne, d’un partenariat privilégié à la montée des tensions ...	6
Importantes divergences de points de vue des pays de l’Union européenne par rapport à la Russie.....	7
Un crise géopolitique majeure depuis 2014 entre l’Union européenne et la Russie .....	7
Tensions économiques entre la Russie et l’Union européenne suite à la crise ukrainienne à partir de 2014.....	8
Réaction de la Russie : renforcement du protectionnisme.....	9
Conclusion .....	10
➤ La Russie et le partenariat américain, du libre-échange à un relation réaliste	11
Introduction.....	11
La Russie a su adopter des stratégies pour contourner les restrictions .....	14
Conclusion .....	15
➤ L’agriculture russe : protectionnisme & souveraineté alimentaire .....	16
Introduction.....	16
Le programme d’Etat 2013-2020 .....	17
Les embargos Russes.....	18
Conclusion .....	19
➤ Russie à l’OMC, impératif politique ou sincère tentative d’ouverture aux échanges ?	19
L’intégration comme objectif politique.....	20

La position de V. Poutine vis-à-vis de l'intégration .....	21
Le tournant vers l'Est : deux partenaires asiatiques majeurs .....	22
➤ Les relations avec la Chine : partenariat réel ou rapport de force ?.....	22
Introduction.....	22
Un partenariat progressif .....	22
L'énergie au centre de la relation.....	23
2014, le pivot vers la Chine .....	25
Des accords financiers salvateurs.....	25
Les accords énergétiques, coup de force de Pékin .....	26
Pression chinoise sur les ventes d'armes .....	27
L'appel aux compétences chinoises en technologie et infrastructures .....	28
L'exemple symbolique du marché automobile.....	29
Le flou autour de la politique d'immigration .....	30
Conclusion .....	31
La relation avec le Japon : entre volonté de partenariat économique et conflits politiques.....	32
Le rôle des coopérations russo-japonaise dans l'établissement d'une économie de libre échange .....	32
L'énergie au cœur du partenariat .....	33
Le Japon, partenaire calme de la Russie.....	34
De l'URSS à l'Union économique eurasiatique (UEE) : comment reconstruire un marché commun géo-centré sur la Russie .....	35
➤ Le réunification russe avec son « étranger proche » : l'aboutissement de l'Union Douanière (UD).....	35
L'URSS est morte, vive la Russie !.....	35
Communauté économique eurasiatique : nouvelle initiative, nouvel échec ?....	37

La Communauté des États Indépendants : facilitateur de la désunion soviétique .....	37
➤ L'Union Douanière : grandes dates et perspectives russes.....	39
Les perspectives russes en l'Union Douanière .....	40
La Biélorussie, prisonnière des matières premières russes. ....	40
Kazakhstan : l'Union douanière pour une politique étrangère multivectorielle .	41
Une Union douanière dotée d'un organe transnational : pousser plus loin l'intégration .....	42
L'instauration d'un tarif douanier unique inspiré de Russie .....	42
Poussé de l'intégration entre pays membres de l'UD.....	43
Une intégration propice au développement du commerce intra zone .....	44
Une asymétrie politique et économique.....	47
Une intégration économique à relativiser .....	50
➤ Bons baisers de Russie.....	52
De l'union douanière à l'Union eurasiatique de Poutine.....	54
➤ Conclusion .....	56
Conclusion : Le politique au service de l'économique ? .....	58
Bibliographie.....	62
Legislation:.....	66
Etude :.....	67
Ouvrage : .....	67
Entretien :.....	68

---

## Bibliographie

---

- G.Skorov, « L'aide économique et technique de l'URSS aux pays sous-développés », *Tiers Monde*, 1960, [https://www.persee.fr/doc/tiers\\_0040-7356\\_1960\\_num\\_1\\_4\\_1233](https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1960_num_1_4_1233)
- Padma Desai, *Russian Retrospectives on Reforms : from Yeltsin to Putin*, « Journal of Economic Perspectives », Volume 19, N°1, Hiver 2005, p.96 : [http://faculty.nps.edu/relooney/00\\_New\\_13.pdf](http://faculty.nps.edu/relooney/00_New_13.pdf)
- Colonel ZURAB AGLADZE, « Russian military reforms and challenges », *Strategy Research Projects*, U.S. Army War College, P.6, <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a523907.pdf>
- Andrew Jack & Carola Hoyos, *Exxon May Offer \$25 Billion for 40% of Yukos*, New-York Times, 3 Octobre 2003, <https://www.nytimes.com/2003/10/02/business/exxon-may-offer-25-billion-for-40-of-yukos.html>
- Seth Mydans & Erin E. Arvedlund, *Police in Russia seizes oil tycoon*, New-York Times, 26 Octobre 2003, <https://www.nytimes.com/2003/10/26/world/police-in-russia-seize-oil-tycoon.html>
- HUNTER, Christie, *Sanctions économiques contre la Russie : quels effets sur l'économie et la sécurité de l'Europe ?*, Documentation française, 7 juin 2017, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/pe000062-sanctions-economiques-contre-la-russie-quels-effets-sur-l-economie-et-la-securite>
- *Ukraine : l'UE d'accord pour reconduire les sanctions économiques contre la Russie*, Le Figaro, 14 décembre 2017, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/12/14/20002-20171214ARTFIG00364-ukraine-l-ue-d-accord-pour-reconduire-les-sanctions-economiques-contre-la-russie.php>
- *L'« embargo total » alimentaire de la Russie, une arme à double tranchant*, 20 Minutes Monde, 7 août 2014, <https://www.20minutes.fr/monde/1426513-20140807-embargo-total-alimentaire-russie-arme-a-double-tranchant>
- *La Russie prolonge son embargo contre l'Occident jusqu'en 2019*, RT France, 12 juillet 2018, <https://francais.rt.com/economie/52356-russie-prolonge-trois-ans-son-embargo-occident-2019>
- *Ukraine : l'Union européenne décide de prolonger de six mois les sanctions contre Moscou*, RT France, 12 juillet 2018, <https://francais.rt.com/international/52016-ukraine-union-europeenne-decide-prolonger-sanctions-moscou>
- Pauline Chateau, « Les sanctions contre leur pays bloquent à l'étranger 50.000 touristes russes », Le Figaro, 5 Aout 2014, <http://www.lefigaro.fr/societes/2014/08/05/20005-20140805ARTFIG00153-les-sanctions-contre-la-russie-bloquent-a-l-etranger-50000-touristes-russes.php>
- George Makarenko, « Les États-Unis font partie des cinq plus grands partenaires commerciaux de la Russie », RBC, 16 Juin 2016, <https://www.rbc.ru/economics/16/06/2016/5762980e9a7947699cac083a>
- Evgeny Kalyukov, « La Russie a évité une baisse des échanges commerciaux avec les États-Unis malgré les sanctions », RBC, 14 Avril 2015, <https://www.rbc.ru/economics/14/04/2015/552d0fd49a794720d2d765bc?fbclid=IwAR3152RnGw1wlu-MEi2JslDSr7WS4Z3fO1Kfg5rFlv-cNa09Z0ZYniz4fiE>

- Shura Collinson, « Boeing dévoile un centre de formation et de recherche innovant à Skolkovo », SK Skolkovo, 3 juin 2016, [https://sk.ru/news/b/articles/archive/2016/06/03/boeing-unveils-innovative-training-and-research-centre-at-skolkovo.aspx?fbclid=IwAR2NsG0JFIC4OkY-Ya0oVhkT6c\\_pqVhrWl7p92AArZN\\_P6bbX6pvDfdg-1g](https://sk.ru/news/b/articles/archive/2016/06/03/boeing-unveils-innovative-training-and-research-centre-at-skolkovo.aspx?fbclid=IwAR2NsG0JFIC4OkY-Ya0oVhkT6c_pqVhrWl7p92AArZN_P6bbX6pvDfdg-1g)
- Oleg Makarov, Ivan Fedorov, « Il y a un lien RBC a estimé le volume et la qualité des échanges commerciaux entre la Russie et les États-Unis », RBC, 6 Juillet 2017, [https://www.rbc.ru/newspa-per/2017/07/07/595be2ec9a7947e566fb5848?fbclid=IwAR0Jlv\\_YmQeySJmYwQEYcZVb8sH-TTotFyADf6yG99eebTWX6cdPp56kgRI](https://www.rbc.ru/newspa-per/2017/07/07/595be2ec9a7947e566fb5848?fbclid=IwAR0Jlv_YmQeySJmYwQEYcZVb8sH-TTotFyADf6yG99eebTWX6cdPp56kgRI)
- « Tefft a reconnu la futilité des sanctions américaines sur la situation en Ukraine », Lenta.Ru, 28 septembre 2017, <https://lenta.ru/news/2017/09/28/bespo-lezno/?fbclid=IwAR1AbpMlazOzmr0XEx1M29GNKBN6sMMzY97rjFYDiLHGQw48RIH-nhE7p9o>
- Evgeny Kalyukov, « La Russie a évité une baisse des échanges commerciaux avec les États-Unis malgré les sanctions », RBC, 14 Avril 2015, [https://sk.ru/news/b/articles/archive/2016/06/03/boeing-unveils-innovative-training-and-research-centre-at-skolkovo.aspx?fbclid=IwAR2NsG0JFIC4OkY-Ya0oVhkT6c\\_pqVhrWl7p92AArZN\\_P6bbX6pvDfdg-1g](https://sk.ru/news/b/articles/archive/2016/06/03/boeing-unveils-innovative-training-and-research-centre-at-skolkovo.aspx?fbclid=IwAR2NsG0JFIC4OkY-Ya0oVhkT6c_pqVhrWl7p92AArZN_P6bbX6pvDfdg-1g)
- *Des Paysans fuient l'Afrique du Sud en Russie*, Revue « Economika », 10 juillet 2018 : [https://www.vestifinance.ru/articles/103715?fbclid=IwAR1BuWUcVvAMGvCZy3tmWSfQawjOB1e\\_ntwOmoUtdgAsK-FIMNFbCyRCWr8s](https://www.vestifinance.ru/articles/103715?fbclid=IwAR1BuWUcVvAMGvCZy3tmWSfQawjOB1e_ntwOmoUtdgAsK-FIMNFbCyRCWr8s)
- Dina Gusovsky, « Interdiction de la viande en Russie, Quel est le bœuf ? », 20/ janvier 2013 : <https://www.cnbc.com/id/100470892?fbclid=IwAR0otpUzmESarvTilwzSM9vdikv61vmE71uo53T2xBhI7LqYWPH-fcJolOM>
- *Après les faux Levi's, les faux avions de chasse*, France24.com, 19 mai 2008, <http://observers.france24.com/fr/20080519-apres-faux-avions-chasse-russie-chine>
- *La Chine a officiellement commandé 24 avions Su-35 à la Russie*, Opex360.com, 20 novembre 2015, <http://www.opex360.com/2015/11/20/la-chine-officiellement-commande-24-avions-su-35-la-russie/>
- Xinhua, 10/2014, [http://www.xinhuanet.com/english/2015-07/07/c\\_134387367.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2015-07/07/c_134387367.htm)
- *Russia & China to extend currency swap agreement to lessen dollar dependence*, RT, 31/10/2017, <https://www.rt.com/business/408305-russia-china-currency-swap/>
- *La Chine et la Russie s'engagent à renforcer la coopération interrégionale*, Radio Chine internationale, 21 mars 2010 <http://french.cri.cn/781/2010/03/21/402s214549.htm>
- « La Russie et la Chine préparent un accord pour supprimer le dollar », PressTV, 19/10/2018, <https://www.presstv.com/DetailFr/2018/10/19/577491/Chine-Russie-ddollarisation-conomie-yuan-rouble>
- *Gaz : un accord à 400 milliards de dollars entre la Chine et la Russie*, Le Monde.fr, 21 mai 2014, [https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/05/21/gaz-mega-accord-entre-la-chine-et-la-russie\\_4422950\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/05/21/gaz-mega-accord-entre-la-chine-et-la-russie_4422950_3244.html)
- *Achats d'armes russes : la Chine sanctionnée par Washington*, LeFigaro.fr, 21 septembre 2018, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/09/21/97001-20180921FIL-WWW00137-la-chine-sanctionnee-par-washington-pour-l-achat-d-armes-russes.php>

- *CRCC to build three metro stations in Moscow*, Railwaypro.com, 26 janvier 2018, <https://www.railwaypro.com/wp/crcc-to-build-three-metro-stations-in-moscow/>
- *Huawei overtook Apple and samsung to become Russia's most popular smartphone brand*, news.cgtn.com, 24 juillet 2018. [https://news.cgtn.com/news/3d3d514e7845444d79457a6333566d54/share\\_p.html](https://news.cgtn.com/news/3d3d514e7845444d79457a6333566d54/share_p.html)
- Philippe Escande, « Russie, Chine : un bloc de l'Est numérique se met en place », Le Monde, 12 septembre 2018 : [https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/09/12/russie-chine-un-bloc-de-l-est-numerique-se-met-en-place\\_5354011\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/09/12/russie-chine-un-bloc-de-l-est-numerique-se-met-en-place_5354011_3234.html)
- Putin brings China's great firewall to Russia in cybersecurity, Theguardian.com, 29 novembre 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/29/putin-china-internet-great-firewall-russia-cybersecurity-pact>
- Le groupe chinois Great Wall construit sa première usine en Russie, sputniknews.com, 5 octobre 2015. <https://fr.sputniknews.com/economie/201510011018527276-russie-greatwall-chine-usine/>
- Libouv Bisson, *Politique de l'immigration en Russie : nouveaux enjeux et outils*, IFRI, 01/2016, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri\\_rnv\\_91\\_lioubov\\_bisson\\_fra\\_janvier\\_2016\\_protege.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_91_lioubov_bisson_fra_janvier_2016_protege.pdf)
- <https://www.kommersant.ru> - «Les investissements japonais en Russie peuvent difficilement être qualifiés de suffisants »
- Japon-Russie : accord de paix difficile mais coopération économique, AFP, 16 décembre 2016
- Japon-Russie : une coopération économique sur fond de conflit territorial, latribune.fr 16 décembre 2016, <https://www.latribune.fr/economie/international/japon-russie-une-cooperation-economique-sur-fond-de-conflit-territorial-625049.html>
- Benjamin Quenelle, Yamal, le chantier gazier de l'au-delà polaire, La Croix, 16 mai 2018 <https://www.la-croix.com/Economie/Monde/Yamal-chantier-gazier-lau-dela-polaire-2018-05-16-1200939359>
- Valérie Niquet, *Japon-Russie, un rapprochement contrarié*, note de l'observatoire franco-russe, 13 avril 2016
- Alexeï Lossan, *Quels pays asiatiques investissent en Russie*. Russia Beyond, 18 janvier 2016 [https://fr.rbth.com/economie/2016/01/18/quels-pays-asiatiques-investissent-en-russie\\_560243](https://fr.rbth.com/economie/2016/01/18/quels-pays-asiatiques-investissent-en-russie_560243)
- Piotr Moszynski, *la guerre russo-georgienne*, RFI 2009
- *Traumatisme de la démocratie russe*, pour le journal Neravissimaïa Gazeta, 2013 : [http://www.ng.ru/editorial/2013-10-04/2\\_red.html](http://www.ng.ru/editorial/2013-10-04/2_red.html)
- Guillem Achermann, le rôle de la dynamique de réseaux dans la recherche de nouvelles formes de proximité à l'échelle locale la politique des « clusters territoriaux d'innovation » en Russie, Université du littoral Côte Opale, Laboratoire de Recherche sur l'Industrie de l'Innovation, 2016 : <https://riif.univ-littoral.fr/wp-content/uploads/2016/08/doc-303.pdf>
- Christelle Néant, La Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine créent une nouvelle alliance antirusse et pro-OTAN, Agora Vox, 2018
- Florent Parmentier, *Transnistrie. Le cas de Proryv en perspective*, 2008 : [file:///Users/olga/Desktop/article\\_278.pdf](file:///Users/olga/Desktop/article_278.pdf)

- Dominique Lagarde, *les jolies colonies de Poutine*, l'express, 2009 [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/les-jolies-colonies-de-poutine\\_781652.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/les-jolies-colonies-de-poutine_781652.html)
- La Géorgie durement pénalisée par l'embargo russe, les échos, 2006 <https://www.lesechos.fr/04/10/2006/LesEchos/19765-028-ECH-la-georgie-durement-penalisee-par-l-embargo-russe.htm>
- Peter Schwarz, le conflit de gaz entre la Russie et l'Ukraine, World socialiste, 2006
- Oana Lungescu, Eu move to secure Ukrainian gas, BBC, 2009 <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8039587.stm>
- Carte interactive. Cocaïne, cannabis, ecstasy... Où sont les consommateurs ? Courrier international, 2018 sources UNODC <https://www.courrierinternational.com/grand-format/carte-interactive-cocaine-cannabis-ecstasy-ou-sont-les-consommateurs>
- Paul Antonopoulos, *Belarus To become a part of Russia ?* fort-russ.com, 2018 <https://www.fort-russ.com/2018/04/belarus-to-become-a-part-of-russia-lukashenko-open-to-the-idea/>
- Christopher Pala, *China Pays Dearly for Kazakhstan oil*, NY times, 2006 <https://www.nytimes.com/2006/03/17/business/worldbusiness/china-pays-dearly-for-kazakhstan-oil.html>
- Laure Delcour, quelle coopération régionale pour les pays d'Asie centrale, Iris-France, n° 4 2007 [http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu\\_cei/2007-10-24.pdf](http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu_cei/2007-10-24.pdf)
- Régis Genté, l'Arménie et l'Union douanière russe, France inter, 2014 <https://www.franceinter.fr/emissions/ailleurs/ailleurs-06-mai-2014>
- Théophile Lavile, L'Union économique eurasiatique intègre le Kirghizstan, La Croix, 2015 <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/L-Union-economique-eurasiatique-integre-le-Kirghizstan-2015-08-06-1341950>
- Union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan: signature vendredi de projets de traités, Sputniknews, 2008 <https://www.diploweb.com/Quelle-Union-eurasiatique.html>
- Florent Marciacq, « L'Union européenne face au défi de l'Union économique eurasiatique », Europe 5 avril 2017, la Documentation française <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/pe000054-l-union-europeenne-face-au-defi-de-l-union-economique-eurasiatique-par-florent>
- Site Condor : <http://www.condor.fr/news/nouvelles-regles-douanieres-pour-l-union-economique-eurasienne-ueea/>
- Adel Smith, Pétrole : un accord aurait été trouvé entre Minsk et Moscou, La Croix, 2007
- Classement *doing business* 2018 : <http://www.doingbusiness.org/en/rankings>
- « Russia, Belarus and Kazakhstan set up interstate high-tech center », 29/07/13, Marchmont ([marchmontnews.com/Finance-Business/Central-regions/19808-Russia-Belarus-and-Kazakhstan-set-up-interstate-high-tech-center-.html](http://marchmontnews.com/Finance-Business/Central-regions/19808-Russia-Belarus-and-Kazakhstan-set-up-interstate-high-tech-center-.html))
- Crédits: la formation du capital de la Banque eurasiatique de Développement prendra fin en 2008 (ministre russe), Sputnik France, 2008 <https://fr.sputniknews.com/economie/20080311101097492/>
- Gisèle Huguenin, L'Union économique eurasiatique: un pôle d'intégration régionale, unepassionrusse, 2016 <http://unepassionrusse.fr/politique-etrangere/l-union-economique-eurasiatique/>
- Claire, Erevan va demander à Gazprom de baisser ses tarifs, Armnews, 2018

- « le nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie, un futur qui commence aujourd'hui », 03/10/11, Izvestia
- Florent Detroy, *un atout géopolitique pour la Russie*, Le monde diplomatique, 2017 <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/09/DETROY/57873>
- Pepe Escobar, The New Great Game moves from Asia-Pacific to Indo-Pacific, Asiatimes, 2017 <http://www.atimes.com/article/new-great-game-moves-asia-pacific-indo-pacific/>
- <sup>1</sup> Pepe Escobar, Poutine en grand intégrateur eurasiatique, Mondialisation, 2017 <https://www.mondialisation.ca/poutine-en-grand-integrateur-eurasiatique/5621906>
- Leonid Bershidsky, A Russian Business Icon Sells Out to the State, Bloomberg Opinion, <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2018-02-16/sergei-galitsky-s-magnit-found-one-buyer-the-russian-state>

#### Legislation:

- Loi fédérale du 23 novembre 2007 n°270-FZ, <http://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=19911>
- Ministère Français de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/russie>
- Journal des publications fédérales russes, *numéro fédéral N°5100*, 3 Février 2010 : [https://rg.ru/2010/02/03/proddok.html?fbclid=IwAR3iSY5Go3TxDO9wlslee3MtvhdzTDvHR\\_ud7L49bCqr-GITa9JyIQGWA3Y](https://rg.ru/2010/02/03/proddok.html?fbclid=IwAR3iSY5Go3TxDO9wlslee3MtvhdzTDvHR_ud7L49bCqr-GITa9JyIQGWA3Y)
- Ministère Français de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr/russie>
- Office général de la douane chinoise, 19/10/2018 <https://www.presstv.com/DetailFr/2018/10/19/577491/Chine-Russie-ddollarisation-conomie-yuan-rouble>
- Banque Mondiale. Data.worldbank.org
- Chiffres world bank group. Population de la Russie en 1995 : 148 375 726. En 2008 : 142 742 350
- Russian Federation of Labor, <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/WEBTEXT/60535/65252/E01RUS01.htm>
- *Accord de partenariat, création de la CEI* : [https://www.cvce.eu/content/publication/2005/4/15/d1eb7a8c-4868-4da6-9098-3175c172b9bc/publishable\\_fr.pdf](https://www.cvce.eu/content/publication/2005/4/15/d1eb7a8c-4868-4da6-9098-3175c172b9bc/publishable_fr.pdf)
- *Agreement on Strategic Forces* : <http://www.bits.de/NRANEU/START/documents/strategicforces91.htm>
- Conseil européen : [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32003D0923\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32003D0923(01))
- Site de la CEE : <http://www.evrazes.com/about/history>
- Site de l'OTSC : <http://mfa.tj/?l=ru&cat=34&art=163>
- Site *Eurasian commission* : <http://www.eurasiancommission.org/>
- Site Union européenne : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership/>
- Rapport annuel Eurasec 2012 : [eurasiancommission.org/ru/Documents/EEC\\_AR2012.pdf](http://eurasiancommission.org/ru/Documents/EEC_AR2012.pdf)
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/441586>
- Banque centrale russe : [http://www.cbr.ru/Eng/statistics/?lien\\_externer\\_oui=Oui](http://www.cbr.ru/Eng/statistics/?lien_externer_oui=Oui)

- Rapport annuel 2017 Eurasian commission : <http://www.eurasiancommission.org/ru/Documents/BARRIERS,%20DEROGATIONS%20AND%20RESTRICTIONS%20IN%20THE%20EURASIAN%20ECONOMIC%20UNION%20ANNUAL%20REPORT%202017.pdf>
- Brochure Eurasian commission : [eurasiancommission.org/ru/Documents/broschura26Body\\_ENGL\\_final2013\\_2.pdf](http://eurasiancommission.org/ru/Documents/broschura26Body_ENGL_final2013_2.pdf)

#### Etude :

- Rostekh, « Bilan annuel 2016 », p. 34 « Le président de la Fédération de Russie, V. V. Poutine a signé un décret dispose du passage de 100% des actions d'Ouralvagonzavod à Rostekh. »  
<https://rostec.ru/upload/iblock/e01/e01a8d9bc243180bfe4174f14fbfb6ff.pdf>
- *Union européenne – Russie : quelles relations ?* Téléchargé le 17 novembre 2018 dans : <https://www.senat.fr/rap/r06-307/r06-30719.html>
- Julien Vercueil. L'Union Economique Eurasienne face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique Eurasienne : des institutions aux échanges, Oct 2015, Paris, France. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01418956/document>
- Julien Vercueil, *La Russie et l'OMC Enjeux d'une adhésion annoncée*, « Le Courrier des pays de l'Est » N°1031, janvier 2003, <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2003-1-page-58.html>
- Dina Gusovsky, *Russia's US Meat Ban: What's the Beef?*, « CNBC », 20 février 2013, <https://www.cnbc.com/id/100470892>
- Alexandre Gabuev, A soft alliance Russia-China relations, after the Ukraine crisis. European Council on foreign relations, 2015. [https://www.ecfr.eu/publications/summary/a\\_soft\\_alliance\\_russia\\_china\\_relations\\_after\\_the\\_ukraine\\_crisis331](https://www.ecfr.eu/publications/summary/a_soft_alliance_russia_china_relations_after_the_ukraine_crisis331)
- Céline Pajon, Japon Russie : les limites d'un rapprochement stratégique, IFRI, octobre 2017
- Emmanuel Dreyfus et Bertrand Slaski, *quelle Union eurasiatique*, Diploweb, 2014
- Laure Delcour, quelle coopération régionale pour les pays d'Asie centrale, Iris-France, n° 4 2007 [http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu\\_cei/2007-10-24.pdf](http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu_cei/2007-10-24.pdf)
- Julien Vercueil. L'Union Economique eurasienne face à ses membres. Une vue d'ensemble. L'Union Economique eurasienne : des institutions aux échanges, Oct. 2015, Paris, France. <halshs-01422282>
- Yaroslav Polyanskiy, Russia's automotive industry facing international competition, theses.fr, Helsinki Metropolia University of Applied Sciences, 2014 [https://www.theseus.fi/bitstream/handle/10024/76238/Thesis%20Polyanskiy%20IBL09%20Final\\_correct.pdf?sequence=1](https://www.theseus.fi/bitstream/handle/10024/76238/Thesis%20Polyanskiy%20IBL09%20Final_correct.pdf?sequence=1)

#### Ouvrage :

- DE GLINIASTY, Jean, Géopolitique de la Russie 40 fiches illustrées pour comprendre le monde, Paris, Editions Eyrolles, 2018, Page 58.

- KASTOUVEA-JEAN, Tatiana : *La Russie de Poutine en 100 questions*, Villeneuve d'Ascq, Editions Tallandier, 2018, page 309.
- Isabelle Falcon, *Russie : Les chemins de la puissance*, Artège, 2010
- Aurélie Bros et Yann Richard, *La relation énergétique Russie-Union européenne, la libéralisation du marché de l'énergie en Europe : chance ou défi pour Gazprom*, *Revue d'études comparatives est-ouest* 2011/1 n°42, pages 151 à 187
- Nicolas Trifon, *Moldavie. Désamour et amour pour la Russie* », *grande Europe* N° 30, mars 2011 — La Documentation française
- Russian Higher, « *Union douanière de l'Eurasec : début difficile* », *School of Economics*, 2010 (publications.hse.ru)
- David Teurtrie, *la stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification*, *Flux*, n° 71, 2008
- Frankyn D. Holzman, « *Comecon : A "Trade-Destroying" Customs Union ?* », *Journal of Comparative Economis*, volume 9, issue 4, 1985 p.410-423

#### Entretien :

- Entretien avec Julien Vercueil, professeur d'économie à l'INALCO et membre du centre d'études Europes-Eurasie, le 15/11/2018 à l'INALCO.
- Entretien avec Julien Nocetti, Julien Nocetti est chercheur à l'Institut français des relations internationale, le 30/10/2018 à l'IFRI.